

Aujourd'hui dimanche

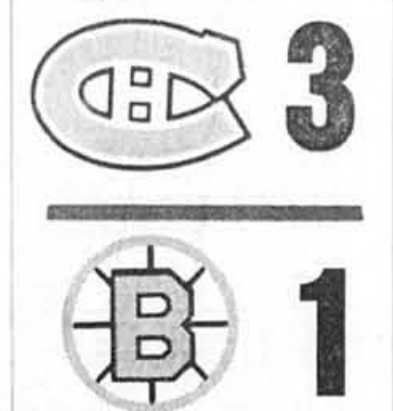
La personnalité de la semaine



B3 Louis-Paul Allard

649 2 8 29 32
40 47 (5)

Sports



Sommaire

Annonces classées.....	B 5 à B 9
Arts et spectacles informations.....	C 1
Bridge.....	C 8
Décès, naissances, etc.....	B11
Etes-vous observateur?.....	B 5
Feuilleton.....	B 7
Horoscope.....	B 6
Le monde.....	B 4
Loteries — résultats.....	A 4
Mots croisés.....	B 9
«Mot mystère».....	B 8
Opinions.....	B 2
Quoi faire aujourd'hui.....	C 6



Un jury accueille la requête de Chartrand

L'ex-condamné à mort pourra demander sa libération conditionnelle

JOYCE NAPIER
SAINT-JÉRÔME

Après avoir purgé 15 ans de pénitencier, Réal Chartrand, un ex-condamné à mort, pourra maintenant s'adresser à la Commission nationale des libérations conditionnelles afin de faire écarter une sentence de prison à perpétuité qui lui a été imposée pour le meurtre d'un policier en octobre 1971.

C'est un jury de la Cour d'assises, composé de sept femmes et cinq hommes, qui a rendu cette décision presque unanime en fin de matinée hier, provoquant des ap-

plaudissements, après avoir délibéré pendant près de quatre heures.

Chartrand est le premier prisonnier au Canada à faire une telle requête et cette victoire, a dit un des ses avocats, Me Robert Saechitelle, fera le bonheur de tous les autres condamnés à la prison à vie comme Chartrand, qui attendaient ce verdict avec un intérêt particulier.

«Pour Chartrand, c'est le lever du soleil. C'est un grand jour», a dit son autre défenseur, Me Michel Marchand.

Hier, dans la salle d'audiences du Palais de justice de Saint-Jérôme, lorsque le porte-parole des jurés a annoncé au tribunal que 11 membres sur 12 — un juré était

indécis — avaient décidé que le prisonnier était désormais admissible à une libération conditionnelle, les trois sœurs de M. Chartrand ont éclaté en sanglots tandis qu'une vingtaine de spectateurs, dont plusieurs témoins, ont applaudi.

De son banc, le juge André Biron, de la Cour supérieure, a regardé la salle, sans tenter d'interrompre cet éclat de joie, laissant paraître un bref sourire.

Assis dans le box des accusés, Chartrand, 43 ans, a poussé un soupir de soulagement tout en levant les yeux au ciel. Lorsque le calme a été rétabli dans la salle



VOIR CHARTRAND EN A 2 Real Chartrand

Noranda rouvre sa fonderie de Murdochville

ANDRÉ PÉPIN

La direction des Mines Gaspé, du groupe Noranda, a rouvert des hier matin sa fonderie de cuivre à Murdochville, permettant ainsi à 250 salariés de retourner immédiatement au travail.

Une centaine d'autres oeuvrent au sein des divisions de l'administration et de l'entretien. Seulement la moitié des mineurs seront finalement touchés par des mises à pied.

«Nous voulons ainsi montrer clairement que notre but n'est pas d'interrompre nos opérations à Murdochville. Même si nous avons subi de lourdes pertes, nous ferons tout pour nous en sortir», a déclaré hier soir à La Presse le vice-président de Noranda, M. Michel Lefebvre.

La division fonderie ne devait pas reprendre ses activités avant plusieurs jours, avait-on fait savoir quelques heures après le grave incendie survenu la semaine dernière dans cette mine de la Gaspésie. Du minerai brut, importé du Chili, était entreposé sous terre, dans une partie difficilement accessible.

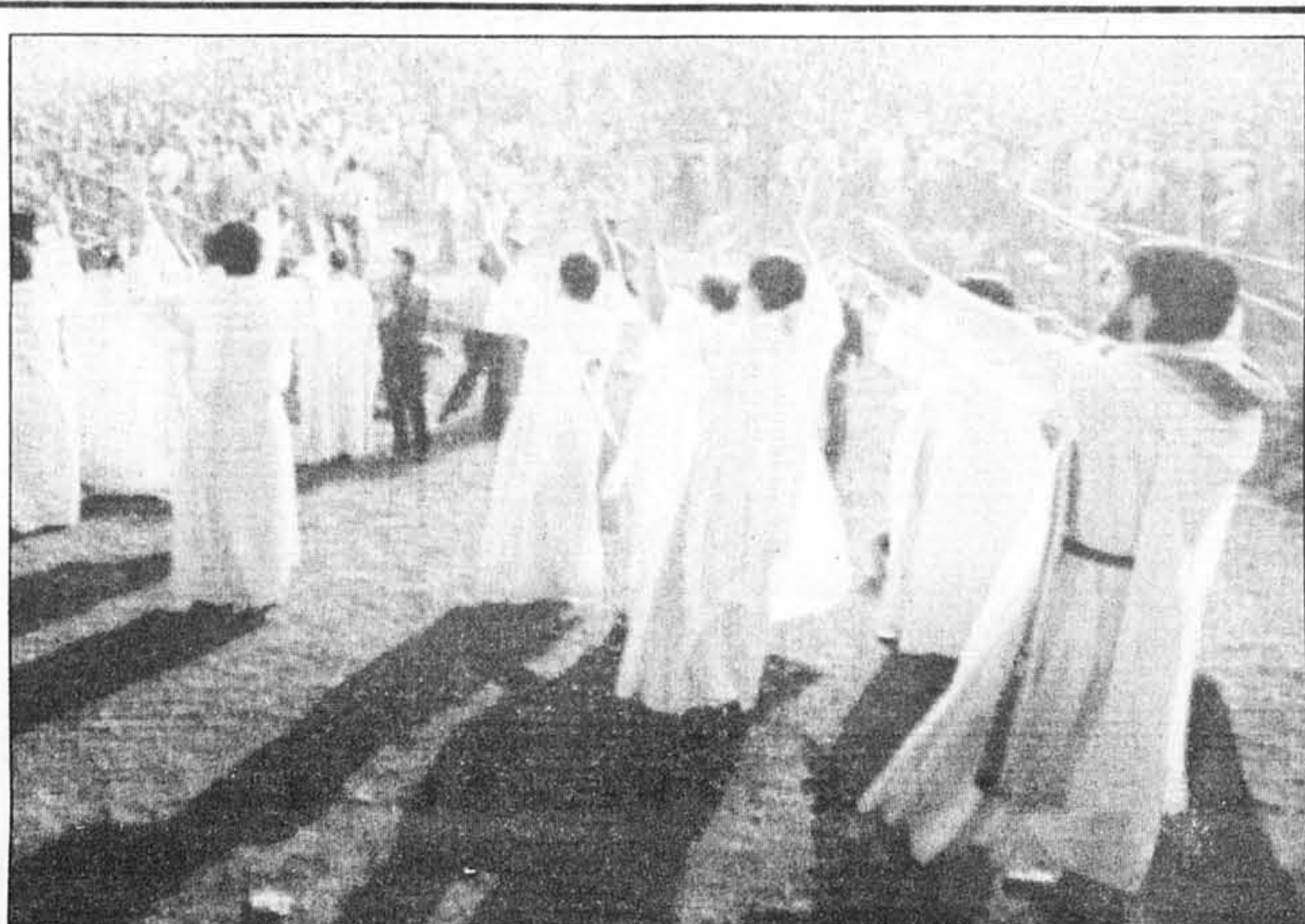
«Des équipes de mineurs déterminées ont fait en sorte qu'on a pu en libérer rapidement l'accès», a poursuivi M. Lefebvre. Les travailleurs de cette division ont été rappelés au travail des vendredis, en fin de soirée, pour mettre les hauts fourneaux en opération.

La nouvelle a rassuré la population ouvrière. Tous les mineurs rescapés ayant pu quitter l'hôpital, à l'exception d'un contremaître qui souffre d'un début de pneumonie, les ouvriers se remettaient de leurs émotions et recommençaient à espérer, a pour sa part indiqué le maire de l'endroit, M. Bertrand Saint-Pierre.

MM. Lefebvre et Saint-Pierre sont unanimes: l'appui massif de tous les milieux intéressés joue en faveur de la reprise des activités.

M. Lefebvre n'était cependant pas en mesure hier soir de préciser si le groupe Noranda décidera de poursuivre l'exploitation du gisement. «Nous ne sommes pas

VOIR NORANDA EN A 2



TELEPHOTO REUTER

Au début des affrontements entre la foule qui assistait à la messe papale, vendredi à Santiago, et les forces de l'ordre, un groupe de prêtres ont levé les bras en vain, implorant les fidèles de cesser de lancer cailloux et bouteilles en direction des policiers et soldats. Quelques minutes plus tard, les policiers intervenaient avec les gaz lacrymogènes et les boyaux d'arrosage.

Jean-Paul II condamne la torture

Au lendemain des incidents d'O'Higgins, le pape n'a pas cité le Chili

AFP, UPI, AP et Reuter
PUERTO MONTT, Chili

Après une journée de tensions, vendredi à Santiago, marquée par les violents incidents du parc O'Higgins, le séjour de Jean-Paul II, hier, dans le sud du Chili, à Punta Arenas, sur les rives du détroit de Magellan, et à Puerto Montt, plus au nord, a semblé une promenade de détente.

Le souverain pontife semble d'ailleurs avoir profité de l'occasion pour dénoncer, pour la première fois, la torture dans le monde... sans citer le Chili.

Le calme retabli autour du voyage papal, les hommes politiques n'en ont pas moins continué à se dénoncer hier, s'accusant

mutuellement d'être à l'origine des incidents de Santiago.

Malgré tout, la journée d'hier a été marquée du sceau de la simplicité pour le souverain pontife.

A Punta Arenas, des gauchos, ces cow-boys latino-américains aux chapeaux de paille et aux ponchos à grands carreaux, ainsi que des pêcheurs sur leurs chalutiers mis à sec au bord de la route, ont accueilli en matinée Jean-Paul II... par une température clémente.

Les habitants de la froide Patagonie, encouragés par une température de 9 degrés Celsius (la moyenne annuelle est de 4 degrés, les vents atteignent fréquemment 170 km/h, et la densité de la population est d'un habitant au km carré) ont offert au

pape un accueil chaleureux et bon enfant.

Les éleveurs ont amené leurs troupeaux de moutons et les gauchos leurs chevaux sur lesquels une grosse peau de mouton remplace la selle. Des groupes d'Allemands, d'Espagnols, de Français, de Croates et de Polonais ont mis leurs costumes nationaux dont les couleurs vives contrastaient avec les collines gris-vert, le sable noir des plages et les eaux sombres du détroit.

Mais la plus significative était la présence de quelques milliers de pèlerins argentins conduits par l'évêque de Rio Gallegos, dont de nombreux travailleurs miniers en combinaison orange.

VOIR PAPE EN A 2

«Il est inutile de ramener la peine capitale si on ne l'applique pas»

Le directeur de la police de la CUM en entrevue exclusive à La Presse

ANDRÉ CÉPILOT
et GILBERT LAVOIE

«Je trouve inhumain de garder des gens cinq ou six ans en prison dans l'attente de leur exécution. Au cours des six ou sept années qui ont précédé l'abolition de la peine de mort, aucun condamné n'a été exécuté».

Après une trentaine d'années de travail dans les milieux policiers, le directeur de la police de la Communauté urbaine de Montréal, M. Roland Bourget,

demeure opposé au rétablissement de la peine capitale.

«Marcotte et Fournelle ont été condamnés à la pendaison en 1963. Je pense qu'ils ont été cinq ans à attendre d'être pendus», a-t-il dit, en rappelant les cas célèbres de Georges «le père Noël» Marcotte et de Jean-Paul Fournelle, qui ne sont jamais montés sur l'échafaud pour les meurtres de deux policiers de Saint-Laurent, en 1962. «Donc si on ne l'applique pas, ça ne sert à rien de l'avoir», a ajouté M. Bourget, au cours d'une entrevue exclusive accordée la semaine dernière à La Presse.

Contrairement à l'opinion majoritaire que révèlent les sondages réalisés auprès de la population et, surtout, auprès des corps de police, M. Bourget ne croit pas que cette mesure extrême puisse réduire le nombre de meurtres, encore moins la criminalité générale.

Ses lectures, ses observations et surtout ses longues années de service à la police l'incitent à penser que la peine capitale n'a pas d'effets dissuasifs, puisque 70 p. cent des meurtres sont commis par des citoyens ordinaires qui agis-

VOIR PEINE EN A 2



NOUVELLES FRONTIÈRES

Montréal PARIS Montréal LONDRES

A PARTIR DE
349\$
VOL ALLER-RETOUR

288-4800

800 EST.
DE MAISONNEUVE
(ANGLE ST-HUBERT)
MÉTRO BERRI
PERMIS DU QUÉBEC

SUITE DE LA UNE

PAPE

Jean-Paul II condamne la torture

La région de Punta Arenas, située à quelque 600 km au nord du canal de Beagle, aurait été la première exposée en cas de conflit armé avec l'Argentine, conflit qui avait été évité en 1978 grâce à la médiation du Vatican.

À l'aéroport de Punta Arenas, d'ailleurs, on aperçoit encore quelques tranchées creusées au moment de la crise. Mais aujourd'hui tout cela appartient au passé. « 3 000 soldats argentins devaient envahir Punta Arenas, dit un universitaire, aujourd'hui il y a 3 000 pèlerins argentins qui viennent dire merci au pape. »

Dans son discours de bienvenue, l'évêque de Punta Arenas, Mgr Tomas Gonzales Morales, a toutefois rappelé le massacre des Indiens Onas, Alacalufes et Yamanas, dont les survivants étaient d'ailleurs présents au stade pour remettre au pape une croix d'évêque sculptée en bois.

D'autres souvenirs plus récents ont été passés sous silence, notamment la proximité de l'île de Dawson, où une vingtaine de membres du gouvernement Allende avaient été internés après le coup d'État de 1973.

Jean-Paul II a, pour la première fois depuis son arrivée dans ce pays, dénoncé explicitement, mais sans mentionner le Chili, la pratique de la torture, et lancé un appel « à ceux qui ont recourus à la violence et au terrorisme » pour qu'ils « abandonnent ces méthodes inhumaines ».

De Punta Arenas, Jean-Paul II s'est rendu par avion à Puerto Montt, 1 300 kilomètres plus au nord. De l'aéroport, il a été conduit vers une vedette de la Marine chilienne pour passer en revue quelque 1 000 petits bateaux qui avaient formé une croix sur l'eau pour l'accueillir.

À un certain moment, la vedette papale s'arrête. Le Saint-Père ôte son chapeau. Une trompette militaire sonne *Il silenzio*. Le pape prononce une brève prière pour les âmes de ceux qui ont péri en mer, puis il lance à l'eau une grande croix de fleurs blanches fixée sur un radeau de bois.

Ensuite, d'abord timidement puis avec plus d'audace, quelques kayaks et barques s'avancent vers la vedette. « *Juan Pablo Segundo, te quiero todo el mundo. Viva el Papa.* » On assiste à un petit « bain de foule » marin par bateaux interposés. Puis la vedette du pape se dirige vers Puerto Montt, à quelques encablures de la.

Sur la rive, une grande place où l'on marche non sur du gravier, mais sur des coquillages, est remplie par les fidèles venus de toute la province.

Contrairement aux jours précédents, on n'entend aucun slogan anti-Pinochet, on ne voit aucune banderole contre le régime. Les seuls mots d'ordre scandés par la foule sont ceux lancés par un prêtre: « Vive le Christ Roi. Vive Marie, Reine du Chili. Vive Jean-Paul II. »

L'homélie a été axée sur le 500^e anniversaire de l'évangélisation du Nouveau-Monde, mais elle contient également une série d'appels musclés au Chili catholique.

Le pape a invité le pays à résister aux tentatives de ceux qui « voudraient lui faire oublier sa vocation chrétienne et ses valeurs pour chercher des modèles sociaux qui n'en tiennent pas compte ou les contredisent ».

Fréquemment interrompu par les applaudissements de la foule, il l'a mis en garde aussi contre « ceux qui idéologisent la foi ou prétendent construire une Église populaire qui n'est pas celle du Christ », allusion transparente à la « mauvaise » Théologie de la libération. Après avoir dénoncé la drogue et la pornographie, il s'en est pris également aux « agents du néo-malthusianisme qui voudraient imposer un nouveau néo-colonialisme aux peuples latino-américains », en introduisant la contraception, la stérilisation, la libéralisation de l'avortement, ainsi qu'aux « ingérences des puissances étrangères qui réduisent les peuples à un champ de



Au quatrième jour de son voyage au Chili, le pape était hier dans la petite communauté maritime de Puerto Montt, sur la côte sud du pays, où il a béni les pêcheurs.

PHOTO REUTER

manoeuvres au service de leurs stratégies.

Entre-temps, à Santiago, les responsables de l'Église catholique ont dénoncé « l'attentat incroyable et l'insulte » à Jean-Paul II qu'ont constitué à ses yeux les incidents de vendredi soir qui ont fait 600 blessés. Selon eux, le pape s'est retiré trois fois dans une chapelle, après ces incidents, pour s'interroger sur ces déplorables violences.

D'autre part, le Parti communiste chilien et le Mouvement de la gauche révolutionnaire ont nié fermement, hier, être à l'origine de cette violence et ont exprimé leur « solidarité » à Jean-Paul II face à cette situation qu'ils affirment être due à la répression pratiquée par l'extrême-droite.

La classe politique au pouvoir, apparemment en plein désarroi face à la situation, n'a pour sa part émis aucun commentaire.

À Buenos Aires, où Jean-Paul II doit arriver lundi, pour amorcer une visite en Argentine, les autorités ont confirmé que quelque 12 000 policiers et membres des forces de sécurité sont sur un pied de guerre pour assurer la sécurité de l'important visiteur.

Vendredi soir, déjà, les forces de l'ordre sont intervenues violemment, dans la capitale argentine, pour réprimer la manifestation de quelque 400 personnes opposées à la visite papale. Une cinquantaine de protestataires ont été appréhendés, y compris plusieurs personnes blessées à coups de matraque.

PEINE

« Il est inutile de ramener la peine capitale si on ne l'applique pas »

sent souvent sous le coup de l'émotion ou par des criminels qui se préparent soigneusement, de sorte qu'ils sont rarement retracés. « Ces gens-là sont sûrs qu'ils ne se feront pas prendre. Donc ça ne change rien que la peine de mort soit là ou non. Accidentellement, de temps en temps ils se font prendre, mais ils sont sûrs qu'ils ne se feront pas prendre. »

L'ultime châtiment, selon lui, pourrait tout au plus décourager, par exemple, certains petits voleurs qui s'attaquent aux propriétés de dépanneurs. Et encore là, il n'est pas certain, puisque ces meurtres ne sont presque jamais prémédités. « Il reste peut-être ce 30 p. cent. Je suis moins sûr que la

peine de mort pourrait avoir un effet. »

À son avis, le débat que s'apprête à relancer le gouvernement est inutile, car il y a belle lurette qu'il n'est plus dans nos habitudes d'exécuter les personnes qui ont trempé dans des assassinats.

Il revient plutôt aux policiers, aux juges et aux gardiens de prison d'assurer la protection des citoyens, en tenant les criminels à l'écart.

C'est ce qui explique, comme il l'a lui-même souligné, qu'il voit rouge chaque fois qu'un détenu s'échappe d'une institution carcérale. Encore la semaine dernière, il dit avoir fait parvenir une lettre de protestation au solliciteur général du Canada à la suite de l'évasion, en fauteuil roulant, d'Yvon Racine, accusé il y a moins d'un an du meurtre d'un policier de la CUM.

Appelé à se prononcer sur les raisons de la hausse de criminalité, M. Bourget ne voit pas de lien évident entre la situation économique, le chômage, et l'augmentation du nombre de crimes. Il s'élève toutefois contre ce qu'il qualifie de plus grande « permissivité » au sein de la société.

« On a des dépanneurs, des pharmaciens qui ont tiré sur des gens. Ce sont eux qui passent pour les coupables. Ils ont défendu leur vie, leurs biens, ce qui, d'après moi, est élémentaire dans une société comme la nôtre. Mais tout à coup ce sont ces gens qui semblent être au banc des accusés », a dit le directeur de la police de la CUM.

M. Bourget s'indigne aussi contre les accusations de brutalité qui fusent de plus en plus contre les policiers.

« Je suis en mesure de vous dire, après 30 ans d'expérience, et je mets ma crédibilité sur la table, qu'il n'y a pas de brutalité. C'est un phénomène qui a beaucoup diminué et qui va continuer de diminuer. Mais d'un autre côté, nos policiers se font de plus en plus blesser et agresser dans l'exercice de leurs fonctions. Je pense que j'ai eu 135 policiers agressés lors d'arrestations l'an dernier. J'en ai sept qui ont été mordus par des animaux et des humains. L'agressivité chez les gens augmente beaucoup plus que l'agressivité des policiers envers les gens », a-t-il dit.

M. Bourget estime qu'il faut faire une différence entre la brutalité policière gratuite, qui est inacceptable, et celle qui survient lorsqu'un citoyen résiste au policier au moment d'une arrestation. Il a révélé que 4 p. cent (environ 400) de ses policiers font l'objet de plaintes à chaque année et que la moitié sont acquittés. Ces chiffres lui semblent acceptables pour un corps de police qui effectue environ un million d'interventions par année.

« Lorsqu'il y a force excessive, le policier réagit toujours à la force d'une personne qu'il est en train d'arrêter légalement. On a vu dernièrement le cas d'une femme qui se plaignait d'avoir été agressée. Elle n'avait pas son permis de conduire et elle refusait de le montrer au policier sous prétexte qu'elle n'avait pas commis d'infraction. Que pouvait faire le policier? Lui dire: « Bonjour madame, continuez? » Le policier doit identifier une personne et elle refuse de le faire. Alors il l'arrête, il fait venir d'autres policiers. C'est une escalade. »

D'autre part, M. Bourget entend par ailleurs revenir l'automne prochain devant le Conseil de sécurité avec une proposition visant à réduire les interventions inutiles des policiers. Essentiellement, on demanderait aux gens de se rendre au poste de police ou de téléphoner pour rapporter certains types de délits, au lieu de forcer les policiers à se déplacer.

« C'est sûr que, nonobstant la gravité du délit, s'il y a un détenu, on y va. À chaque fois qu'il y aura possibilité d'une arrestation, on va y aller immédiatement. Ensuite on va tomber dans la catégorie des crimes graves, notamment ceux qui ont été perpétrés avec violence, comme les hold-up. En fait, nous irions sur la scène de tous les crimes où il y a une possibilité de recueillir de la preuve sur les lieux, par les empreintes digitales par exemple. Mais si une personne se fait voler sa bicyclette, on prend le rapport par téléphone. »

M. Bourget a reconnu que cette proposition pourrait soulever des objections. « Il faudra du courage politique », a-t-il dit.

« Plusieurs personnes vont traduire cela par une baisse d'efficacité. On s'attend à cela, c'est le prix à payer pour apporter des idées nouvelles. Le statu quo est souvent très confortable. »

Le service de police de la CUM a également demandé au gouvernement d'imposer l'utilisation des constats à l'amiable pour les accidents d'automobiles où il n'y a que des dégâts matériels. Actuellement les policiers doivent faire un rapport écrit au ministre des Transports pour tout accident. On voudrait diminuer ce fardeau pour utiliser les forces policières à des tâches plus importantes.

Une étude a démontré que les policiers de la CUM passent environ 48 000 heures par année à rédiger des rapports d'accidents ayant causé uniquement des dégâts matériels. Ce seul caprice coûte annuellement aux contribuables montrealais la jolie somme de \$1,2 million.

Actuellement, à la police de la CUM, on met le paquet pour enrayer les vols dans les commerces de dépannage. Tous les moyens sont bons: visites à répétition, analyse des données, identifications de suspects, filatures, etc. Exactement comme on l'a fait au début des années 80 pour venir à bout des braqueurs de banques.

Les succès n'ont pas tardé: le nombre d'attaques de magasins de dépannage a diminué de 32 p. cent en janvier et en février par rapport aux mêmes mois l'an passé. En 1986, on a enregistré en moyenne 75 vols par mois. Quelques-uns ont été la cible des bandits cinq ou même sept fois durant l'année.

M. Bourget, qui n'est pas favorable à la création de services de police auxiliaires dans les municipalités de la CUM, estime qu'il y a déjà un niveau policier de trop au Québec, à tout le moins dans certains secteurs ou certains domaines d'activités.

« Qu'il y ait trois niveaux de police, ça c'est un choix politique. Si on veut payer trois fois pour faire les mêmes choses, moi je me dis que c'est parce qu'on a de l'argent et qu'on veut la dépenser. Si un jour on veut avoir un quatrième niveau et payer une quatrième fois, si les gens veulent qu'on se marche sur les pieds, c'est leur affaire. Le solliciteur général connaît très bien mon opinion là-dessus, cela ne veut pas dire l'élimination de la Sûreté du Québec. Cela peut vouloir dire, par exemple, que la Sûreté du Québec n'a peut-être sa place dans un territoire municipal que lorsqu'elle a de l'information, elle la refille à la sûreté municipale en question. »

M. Bourget dit avoir suggéré au solliciteur général du Québec d'éliminer les « zones grises », c'est-à-dire les domaines d'activités comme la moralité, les stupéfiants et les alcools, et le crime économique où la SQ et la police municipale font double emploi.

Il s'oppose par ailleurs à la proposition de certains qui voudraient distinguer la « gendarmerie » des enquêtes criminelles.

« Le meilleur informateur de l'enquêteur, c'est l'agent de police. » M. Bourget a révélé que la police de la CUM cherche maintenant à installer ses enquêteurs à proximité des « patrouilleurs » dans les nouveaux postes de police, de manière à faciliter les échanges d'information entre ces deux groupes.

NORANDA

Noranda rouvre sa fonderie de Murdochville

encore capables de nous rendre dans la partie la plus touchée par l'incendie. La Sûreté du Québec ne peut descendre avec un chimiste et un physicien dans la mine, les parois sont encore trop chaudes. Il faudra aussi extraire des parties de la masse rocheuse pour travailler en sécurité », a présidé le vice-président.

La compagnie peut cependant faire fonctionner la fonderie jusqu'en juin avec le minerai chilien. « Après cette date, des navires pourront nous approvisionner de nouveau », a soutenu M. Lefebvre.

Le gouvernement du Québec a déjà annoncé que tout sera mis en oeuvre pour aider le groupe Noranda à poursuivre ses activités à Murdochville. « Nous sommes encouragés par tous ces appuis », a conclu M. Lefebvre.

CHARTRAND

Le jury accueille la requête de Chartrand

sombre, il a demandé au juge s'il pouvait prendre la parole. Se levant lentement, le prisonnier, chaînes aux pieds, a sorti une feuille de papier de sa poche et a commencé à lire une note qu'il avait préparée pour les jurés.

« Par votre décision vous avez réhabilité ma conscience et vous m'avez élevé dans ma dignité. L'espoir est présent pour moi et pour ceux qui me suivront dans leurs cheminements. Je vous en suis reconnaissant », a-t-il dit d'une voix qui trahissait l'émotion.

Plus tard, alors qu'on lui repassait les menottes pour le reconduire à l'Institut Leclerc, à Laval, il s'est retourné vers les journalistes, un grand sourire aux lèvres en disant qu'il était touché. Il a ajouté: « Ça ne s'explique pas. »

« Je suis heureux, c'est une victoire pour la justice qui est en pleine évolution. L'espoir existe. »

Dans le couloir, en face de la salle d'audience où les jurés ont entendu cette requête pendant deux semaines, les trois soeurs du prisonnier, Madeleine, 38 ans, Thérèse, 41 ans, et Francine, d'un an sa cadette, pleuraient toujours en murmurant: « On en a assez vécu. »

« C'était comme un boulet qu'on traînait. On se sent libre aujourd'hui », a ajouté Thérèse. « C'est un très bon frère, a dit Francine. On n'est pas des professionnels dans la famille, mais on a du cœur. »

Réal Chartrand devra maintenant se présenter devant la Commission des libérations conditionnelles, a expliqué Me Sachetelle, ce qu'il ne pouvait pas faire avant la décision du jury. La peine de mort imposée à l'accusé en 1972 avait été commuée en une peine de prison à perpétuité quatre ans après l'abolition de la peine capitale. La perpétuité dans un cas de meurtre au premier de-

gré prévoit une période minimale de 25 ans d'incarcération avec une possibilité de demander après 15 ans à un jury de réduire les délais prévus par la loi. C'est ce qu'a fait Chartrand. La Commission pourrait décider de libérer progressivement le prisonnier ou de le garder incarcéré aussi longtemps qu'elle le jugera opportun au terme de son enquête.

Avant qu'ils ne commencent leurs délibérations vendredi après-midi, le juge Biron avait dit aux jurés qu'ils devaient baser leur décision sur les témoignages entendus. Il leur a expliqué qu'ils devaient tenir compte du caractère du prisonnier, sa conduite pendant l'exécution de sa sentence et la nature de son crime.

C'est en octobre 1971 que Chartrand, jouissant d'un congé surveillé de l'Institut Philippe-Pinel, centre de détention psychiatrique pour criminels, a abattu un policier de Sainte-Thérèse, Gabriel Labelle, père de trois enfants. Lors de son procès l'année suivante, on avait tenté de présenter une défense d'aliénation mentale. Il a néanmoins été reconnu coupable et condamné à mort. L'affaire Chartrand avait toutefois soulevé une certaine controverse et une commission d'enquête secrète avait été formée pour faire la lumière sur le rôle d'un psychiatre de Pinel dans cette histoire, le Dr Gilles Lefebvre, ancien directeur adjoint du centre. L'enquête avait conclu que le psychiatre homosexuel s'était comporté d'une façon toute autre que professionnelle et il avait été démis de ses fonctions. Aujourd'hui, il continue d'exercer sa profession, avait dit le prisonnier lors de son témoignage la semaine dernière.

Le Dr Lefebvre a témoigné en défense au procès de Chartrand mais la relation, qualifiée par la suite dans des rapports psychiatriques de « complexe et ambiguë », qu'il avait eue avec son « protégé » à Pinel avant le crime ne devait pas être considérée comme atténuante. L'influence néfaste qu'avait eue le médecin sur Chartrand, qui, fragile et influencable, avait été transféré d'un pénitencier à Pinel parce qu'il se mutilait de façon atroce — il a 2 000 points de suture — n'a été rendue publique que lors de l'audition de cette requête à Saint-Jérôme, plus de 15 ans après les faits. Ce sont plusieurs psychiatres et psychologues qui ont expliqué aux jurés qu'après avoir été harcelé par le Dr Lefebvre, qui voulait en faire son amant et qui signait des permis de sorties illégitimes à l'insu de son médecin traitant, Chartrand au comble de la panique et hors de lui, avait commis un vol à main armée qui s'est soldé par la mort du policier. À Pinel, son équipe thérapeutique, qui ignorait sa liaison avec le Dr Lefebvre, le considérait guéri.

À la barre des témoins, le prisonnier a dit aux jurés qu'il n'en voulait plus au psychiatre, « mais je ne peux pas dire que je l'aime. »

La décision des jurés vient donc mettre une leur d'espoir dans la vie de Chartrand, qui a passé 28 fêtes de Noël derrière les barreaux, et pour bien d'autres prisonniers condamnés à « perpète ».

Un des témoins dans cette cause, une psychologue du prisonnier à Leclerc, Louise Grignon, a dit hier aux journalistes que ce verdict pourrait pousser des prisonniers à se soigner et à tenter de se réhabiliter au lieu de se venger.

Un groupe s'oppose au libre-échange avec les États-Unis

Presse Canadienne OTTAWA

■ Les leaders d'un groupe de pression canadien de formation récente ont fait connaître des hier leur point de vue sur le sommet Reagan-Mulroney, en affichant une déclaration protestant contre la libéralisation du commerce canado-américain sur les portes mêmes de l'entrée principale du parlement.

Affiché à la veille de l'arrivée au Canada du président Ronald Reagan, pour une visite de 24 heures, le document réclame du gouvernement fédéral qu'il soumette la question du libre-échange aux citoyens avant de parapher un accord avec Washington.

« Il serait totalement contraire à la démocratie et illégitime pour le pays que d'aliéner son autonomie économique par le biais d'un accord de libre-échange, sans que le peuple n'en ait ratifié les termes », avait déclaré plus tôt, au cours d'une conférence de presse tenue, M. John Trent, du Conseil des Canadiens.

Cette déclaration a reçu l'approbation unanime des leaders des 28 organismes nationaux représentant les intérêts d'environ 10 millions de Canadiens.

LA MÉTÉO

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-2	5	Nuageux
Outaouais	-4	8	Nuageux
Laurentides	-4	8	Averses
Cantons de l'Est	4	11	Nuageux
Mauricie	4	9	Nuageux
Québec	2	8	Nuageux
Lac-Saint-Jean	0	8	Nuageux
Rimouski	-2	6	Ensoleillé
Gaspésie	-2	6	Ensoleillé
Baie-Comeau	-3	6	Ciel variable
Sept-Îles	-3	6	Ciel variable

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	7	13	Nuageux
Edmonton	2	17	Nuageux
Regina	1	17	Nuageux
Winnipeg	1	5	Ensoleillé
Toronto	1	3	Averses
Fredericton	0	13	Pluie
Halifax	1	11	Nuageux
Charlottetown	0	12	Nuageux
Saint-Jean	0	6	Ensoleillé

États-Unis

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Boston	7	11	N.-Orléans
Buffalo	-1	3	Pittsburgh
Chicago	-7	4	S. Francisco
Miami	13	28	Washington
New York	8	14	Dallas

les capitales

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Amsterdam	-6	13	Madrid
Athènes	11	16	Moscou
Acapulco	19	32	Mexico
Berlin	2	10	Oslo
Bruxelles	4	11	Paris
Buenos Aires	15	21	Rome
Copenhague	2	4	Séoul
Gênève	-1	9	Stockholm
Hong Kong	15	22	Tokyo
Le Carre	11	21	Trinidad
Lisbonne	10	17	Vienne
Londres	6	11	

La Quotidienne Tirage d'hier

à trois chiffres 893
à quatre chiffres 8816



14-7-01

Dimanche 5 avril 1987

EN BREF

TRIPLE MEURTRE
NON RESOLU

■ Les enquêteurs de la Section des crimes contre la personne de la SQ réclame la collaboration du public dans l'espoir de résoudre le triple meurtre survenu mercredi dernier dans une résidence de Pointe-du-Lac, près de Trois-Rivières. Un couple et sa fillette de trois ans avaient été assassinés de plusieurs coups de feu. Plusieurs personnes ont été interrogées dans cette affaire mais, jusqu'à maintenant, aucune piste sérieuse n'a été découverte. Les policiers croient être en présence d'un règlement de comptes relié au monde de la drogue. Toute personne susceptible de fournir des informations pertinentes est priée de communiquer avec les enquêteurs à Trois-Rivières, à (819) 379-7311 ou, à Montréal, au 598-4242. Toute information sera traitée confidentiellement.

INTERDICTION
DE FUMER

■ Air Ontario a annoncé qu'il sera défendu de fumer dans ses avions à compter du 26 avril. « Nous avons décidé d'agir immédiatement et de ne pas attendre que le gouvernement fédéral légifère en la matière », a déclaré le vice-président du marketing et des ventes à Air Ontario, M. Paul McKnight. Aujourd'hui, 75 p. cent des passagers de la ligne aérienne réclament d'occuper les sections pour non-fumeurs, comparativement à 50 p. cent il y a 10 ans. « Plusieurs de nos passagers qui fument nous ont même dit qu'ils étaient en faveur d'une interdiction de fumer dans les avions », a ajouté M. McKnight. Le vol de plus long effectué par Air Ontario — le trajet entre Toronto et Hartford au Connecticut — dure deux heures.

DAKOTA: FUMÉE
TOXIQUE

■ Quinze personnes au moins ont été intoxiquées hier à Minot, au Dakota du Nord, et quelque 10 000 autres ont fui leurs domiciles, menacées par un nuage de fumées toxiques dégagées par un incendie dans un entrepôt de produits chimiques. Le nuage, après être passé sur cette ville de 37 000 habitants, a été poussé vers le nord et a franchi la frontière canadienne, qui se trouve à moins de cent kilomètres. Toutefois les autorités américaines que canadiennes ne semblaient pas s'inquiéter outre mesure de la possibilité que les émanations atteignent une localité du Canada. Les villes canadiennes les plus rapprochées de la frontière sont Melita, au Manitoba et Carnduff, en Saskatchewan. On croyait que les fumées toxiques se disperseraient suffisamment avant d'atteindre ces agglomérations rurales.

REPRÉSENTANTS DU
PUBLIC DEMANDES

■ Le Conseil de presse du Québec est présentement à la recherche de deux bénévoles pour représenter le public au sein de son conseil d'administration. Le Conseil de presse est un organisme privé, sans but lucratif, dont les objectifs principaux sont de défendre le droit du public à l'information et la liberté de presse. Les personnes intéressées par les problèmes de l'information et par l'action du Conseil, sont priées de soumettre leur candidature au secrétaire général du conseil avant le 30 avril. Le mandat des bénévoles est d'une durée de deux ans.

NAVIRE EN FEU

■ L'équipage d'un chalutier portugais voguant dans l'Atlantique nord est parvenu samedi à éteindre in extremis l'incendie qui avait éclaté sur le navire. Au plus fort du brasier, on avait même amorcé les préparatifs d'évacuation du chalutier. Un porte-parole du Centre de coordination de recherche et de sauvetage de Saint-Jean, a déclaré qu'aucun blessé n'avait été signalé parmi les 50 membres d'équipage du *Brites*. Le chalutier, long de 80 mètres, se trouvait à quelque 500 milles marins à l'est de Saint-Jean quand l'appel de détresse a été lancé, à cause de l'intensité du brasier.



Ci-haut, l'épouse du comédien et poète, Joan Gloutney, et deux de leurs quatre enfants, Pierre et Claudia, à la sortie de l'église. Un bon nombre de représentants de la colonie artistique étaient présents. Ci-contre, Monique Joly et Monique Miller.

PHOTOS BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Dernier adieu à
Monsieur Surprise

« Papa... ta magie
règne toujours »

BRIGITTE GAUVREAU

■ Les gens du milieu artistique, ses amis, sa famille, et quelques curieux ont fait, hier, leurs derniers adieux au comédien et poète Pierre Thériault, merveilleux Monsieur Surprise qui a marqué le cœur de toute une génération d'enfants.

Dans la belle église Notre-Dame-de-Grâce, sur l'avenue du même nom, près de 300 personnes se sont recueillies, hier sur le coup de midi, le temps d'une cérémonie religieuse sobre mais émouvante, pour rendre un dernier hommage à Pierre Thériault.

Plusieurs ont essuyé furtivement des larmes qu'ils ne pouvaient contenir alors que le père Bertrand Bélanger, curé de la paroisse, rappelait, dans son ser-

mon, la fraîcheur, la joie de vivre, l'humour et l'amour qui émanaient du comédien : « Pierre aimait les enfants parce qu'il avait lui-même un cœur d'enfant », a-t-il résumé.

La fille de Pierre Thériault, Claudia, lui a elle aussi rendu un bel hommage, dans un discours bref mais chargé d'émotion, elle a dit, s'adressant à l'assistance recueillie dans la grande église silencieuse : « Papa... ta magie règne toujours ».

La famille immédiate du comédien et poète se trouvait évidemment au premier rang. Mais, dans les rangées de bancs de bois de Notre-Dame-de-Grâce, c'est un bon nombre de représentants de la colonie artistique qui étaient présents : entre autres, le président de l'Union des artistes, Serge Turgeon, Janine Sutto, Mireille Deyglun, Andrée Lachapelle, Léo Illial, Pauline Julien, Kim Yarosheska, Yves Préfontaine, Monique Joly, Yvette Brind'Amour, Olivette Thibault, Monique Miller, René Caron.

Manif
contre
Khomeiny
à Poly

RAYMOND GERVAIS

■ Une centaine d'opposants au régime de l'ayatollah Khomeiny, ont manifesté hier, aux portes de l'École polytechnique de l'Université de Montréal, contre la présence à cet endroit de l'ambassadeur de Téhéran près les Nations-Unies, Saeed Rijaie Khorassani.

Ce dernier avait été invité par la communauté islamique de Montréal à l'occasion du 8^e anniversaire de création de la République islamique d'Iran.

Pres de 150 personnes, dont de nombreux étudiants iraniens, ont assisté à la conférence de M. Khorassani qui, durant près de deux heures, a parlé de l'islamisme, des armes nucléaires et biologiques, des puissances de l'Ouest et de l'Est qui, selon lui, « sont obligées de s'unir devant la puissance qu'Allah confère à l'Islam ».

Il était remarquable de constater que toutes les femmes assistant à la conférence portaient le long voile noir traditionnel leur recouvrant tête, cou et épaules.

Quant aux manifestants, ils déplorait l'invitation lancée à l'ambassadeur d'un régime Khomeiny « qui a éliminé près de 100 000 prisonniers d'opinion, en Iran, en plus de forcer à l'exil quelque 600 000 Iraniens. »

Pres d'une vingtaine de policiers de la CUM et de la GRC ont escorté M. Khorassani jusqu'à l'intérieur de l'établissement.

À cet endroit, des étudiants de Poly, responsables du journal étudiant, ont affirmé avoir été bousculés par des étudiants iraniens désireux de les empêcher d'accomplir leur travail et de prendre des photos, sous prétexte que leur publication aurait pu être néfaste pour les familles des opposants restées en Iran.



Plus de peur que de mal...

Un automobiliste l'a échappé belle hier, en fin d'après-midi à Montréal, lorsque l'automobile qu'il conduisait a dérapé pour ensuite heurter violemment un arbre en bordure de l'avenue du Parc à l'angle de la rue Côte Sainte-Catherine. D'après la police, l'accident est survenu lorsque l'automobiliste s'est fait couper la voie par une autre voiture. L'homme a appliqué brusquement les freins et son véhicule a donné contre un arbre. Les pompiers

de Montréal ont dû utiliser une puissante scie mécanique pour délivrer le pauvre homme, demeuré coincé derrière le volant de son automobile. Ils ont dû couper complètement la portière gauche du véhicule afin de pouvoir sortir le blessé. La victime a été transportée à l'hôpital général de Montréal. Toujours selon la police, l'automobiliste semblait avoir eu plus de peur que de mal et paraissait surtout ébranlé et pour cause.

La Presse

encourage le
talent des athlètes
de chez nous.

La Brasserie Molson,
brasseur de la bière

Coors

commanditaire officiel de l'équipe nationale de patinage de vitesse.

vous invite aux
CHAMPIONNATS MONDIAUX DE PATINAGE DE VITESSE INTÉRIEUR
les 3 - 4 - 5 avril à l'Aréna Maurice Richard
Horaire: Dimanche 5 avril: 13 h 30 à 16 h 00



CINR LE CENTRE D'INFORMATION SUR LES NOUVELLES RELIGIONS
PRÉSENTE TROIS CONFÉRENCES
«LA FIN DU MONDE EST PROCHE?!»

7 avril: «Âge du verseau ou fin d'un temps» avec Christian Miquel
14 avril: «Ils annoncent la fin des temps» avec Yvon Lepage
21 avril: «Des clefs pour ouvrir l'Apocalypse» avec Gérard Rochais

Au Centre St-Pierre, 1212, rue Panet, Montréal (Métro Beaudry)
Admission: \$5.00 — Information: 382-9641

Vous cesserez de fumer le 29 avril...

... si vous vous inscrivez **dés aujourd'hui** à Smokers et si vous suivez notre programme.

En effet, vous allez vous arrêter de fumer dans 4 semaines, calmement, confortablement et définitivement. Que vous fumiez depuis longtemps ou non, que vous soyez gros fumeur ou non, et même si vous avez déjà essayé plusieurs fois d'arrêter... cette fois-ci, vous **pouvez** y arriver. Le programme Smokers a déjà aidé plus de 500.000 personnes à cesser de fumer. Vous aussi, il peut vous aider.

Même si vous n'êtes pas certain d'être prêt... vous pouvez apporter vos cigarettes à la réunion. Il ne vous en coûtera rien, mais vous aurez l'occasion de faire connaissance avec le programme Smokers. Et si vous avez la volonté de venir à l'une de nos réunions, vous aurez assez de volonté pour cesser de fumer en 4 semaines.

Ce n'est pas une promesse. C'est un fait.

Cette semaine seulement! Réunions GRATUITES d'information.
Choisissez la date qui vous convient.

Lundi, mardi, mercredi et jeudi
6, 7, 8, et 9 avril
19h30

Montréal
Holiday Inn
Place Dupuis
1415, rue St-Hubert
(Métro Berri)



SMOKERS/CANADA LTEE

Résultats

Vous pouvez miser jusqu'à 20h00 le jour du tirage.

Tirage du 87-04-04

2 8 29 32 40 47
No complémentaire: 5

GAGNANTS	LOTS
6/6	2 3 907 297,00\$
5/6+	9 330 379,00\$
5/6	413 2 488,90\$
4/6	21 935 90,10\$
3/6	412 838 10,00\$

Ventes totales: 26 745 750,00\$

PROCHAIN TIRAGE: 87-04-04

GROS LOT APPROX.:
1 500 000,00\$

Provincial

Tirage du 87-04-03

NUMÉROS	LOTS
5986081	500 000\$
986081	50 000\$
86081	1 000\$
6081	100\$
081	25\$
81	10\$

RÉSULTATS ANTÉRIEURS

Tirage du	Numéros
1e avr.	4-28-38-39-43-45 (44)
28 mars	13-16-40-41-47-48 (5)
25 mars	3-5-6-11-20-44 (48)
21 mars	1-15-22-38-42-45 (18)
18 mars	2-18-22-30-31-33 (12)
14 mars	2-4-12-30-35-46 (34)
11 mars	1-21-24-27-30-37 (39)
7 mars	11-16-22-25-34-37 (5)
4 mars	6-17-24-26-31-32 (37)

RÉSULTATS ANTÉRIEURS

Tirage du	NUMÉROS*
27 mars	2983758
20 mars	3792126
13 mars	3081490
6 mars	1706962

RÉSULTATS ANTÉRIEURS

Tirage du	NUMÉROS
27 mars	7-12-15-17-30-32 (23) MISE-TOT: 2-3-31-34
20 mars	1-2-7-10-11-32 (34) MISE-TOT: 1-18-21-28
13 mars	7-10-17-22-23-34 (13) MISE-TOT: 1-17-27-35
6 mars	3-8-10-12-31-36 (5) MISE-TOT: 2-5-7-15



DERNIERS RÉSULTATS ET RÉSULTATS ANTÉRIEURS

	Semaine du 87-03-28	Semaine du 87-03-21	Semaine du 87-03-14	Semaine du 87-03-07
	3 4	3 4	3 4	3 4
SAMEDI	882	1658	315	9414
LUNDI	583	7998	095	0258
MARDI	251	5325	205	6075
MERCREDI	619	6764	235	4009
JEUDI	870	9839	425	7034
VENDREDI	802	5350	559	0314
	844	5291	169	7431

VEUILLEZ NOTER QUE LES TIRAGES DE LA MINI LOTO ET DE L'INTER LOTO FONT RELÂCHE POUR UNE PÉRIODE INDÉTERMINÉE.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.



Le chef du Parti québécois Pierre Marc Johnson a fait en fin de semaine une profession de foi souverainiste mais il n'a pas reculé d'un pouce sur son projet d'affirmation nationale.

Prêts à la GM: Peterson craint des représailles

Presse Canadienne
TORONTO

Le premier ministre ontarien, David Peterson, craint que les subventions gouvernementales de \$220 millions consenties à la GM de Sainte-Thérèse ne provoquent des représailles de la part des États-Unis.

Les Américains pourraient considérer que ces prêts sans intérêts d'Ottawa et de Québec constituent des pratiques commerciales déloyales, a précisé M. Peterson lors d'une interview accordée dans le cadre de la réunion annuelle du Parti libéral ontarien.

«Je crois que les possibilités de représailles existent mais j'espère profondément que tel ne sera pas le cas», a-t-il soutenu. «Je ne peux qu'espérer que tout se déroule sans heurts et que rien ne se produise car, après tout, le Québec ne peut qu'y gagner.»

Selon le premier ministre, le prêt de 30 ans à la GM sauvera peut-être l'usine de Sainte-Thérèse, qui emploie 3 500 personnes, mais il pourrait également nuire aux négociations sur le libre-échange entre les USA et le Canada.



M. David Peterson

da en plus de menacer l'intégrité du Pacte de l'auto qui lie les deux pays.

La GM ayant fermé onze de ses usines aux États-Unis, l'accord de Sainte-Thérèse «pourrait provoquer une réaction négative aux USA».

Quoi qu'il en soit, admet-il, les ministres fédéraux lui ont promis que ce prêt ne provoquera aucune mesure de représailles «parce que des prêts semblables sont aussi offerts aux États-Unis.»

«J'espère de tout cœur qu'ils ont raison.»

ÉTABLISSEZ LE CONTACT AVEC VOTRE SUBCONSCIENT

et ainsi vous pourrez avoir accès aux bienfaits suivants:

Augmentation de la concentration, de la créativité et de la capacité de résoudre les problèmes • Amélioration des rapports avec les autres • Bien-être général • Transformation des attitudes • État émotionnel plus satisfaisant • Réduction du stress • Détente profonde et paix intérieure •

Pour une compréhension et une meilleure utilisation de votre subconscient, contactez:

JOHANNE FORGET, thérapeute au CENTRE DE SANTÉ GLOBALE
29, Turgeon, Ste-Thérèse 435-3040 Val Morin (819) 322-1759

Questions sur l'impôt? Appelez-nous!

Nous vous offrons un service supplémentaire durant la saison de production. En effet, nous prolongeons les heures de notre service téléphonique.

Du 23 février au 23 avril, vous pouvez nous appeler de 8 h 15 à 18 h, du lundi au jeudi. Du 27 au 30 avril, nous prolongeons nos heures jusqu'à 20 h.



Ce service est gratuit

Pour un service rapide, appelez-nous avant 10 h ou après 15h30

Appels locaux: 283-5300
Interurbains: 1-800-361-2808

Nous sommes à votre service

Canada

Johnson renouvelle sa profession de foi en la souveraineté

GUY TAILLEFER
de la Presse Canadienne
JOLIETTE

Le chef du Parti québécois, M. Pierre Marc Johnson, a renouvelé sa profession de foi souverainiste, hier, à l'ouverture du congrès régional de Laurentides-Lanaudière, qui se déroule en fin de semaine à Joliette.

«Il n'y a pas 36 façons d'être souverainiste. On l'est ou on l'est pas: moi je le suis», a déclaré M. Johnson devant quelque 250 représentants des dix comtés de la région.

Sensible aux militants plus radicalement indépendantistes qui lui reprochent de vouloir évacuer le débat sur l'indépendance, mais ne reculant pas d'un pouce sur son projet d'affirmation nationale, M. Johnson a mis en garde les militants contre une «banalisation» de la question nationale si le PQ persiste dans ses querelles internes.

La souveraineté ne sera plus qu'un «objet de bibliothèque» dans dix ou 15 ans si le Parti québécois ne commence pas immédiatement à trouver des solutions aux problèmes qui guettent la société québécoise aux chapitres de l'emploi, de la langue, de la démocratie politique, de l'immigration et du vieillissement de la population. «Les souverainistes, a-t-il affirmé, sont les plus aptes à relever ces défis.»

Plus tard en conférence de presse, le chef de l'opposition à l'Assemblée nationale a dit espérer que les remises en question auront définitivement cessé à l'issue du Xe Congrès national du PQ, qui aura lieu les 12, 13 et 14 juin prochains.

Outre celui de Joliette, des congrès régionaux se déroulaient également en fin de semaine à Saint-Bruno et à Jonquière — le PQ en tiendra 13 au total en vue du congrès national.

Le premier à eu lieu la semaine dernière dans l'Outaouais, où les délégués québécois ont adopté une résolution affirmant que la démarche d'affirmation nationale devait être la principale «forme d'action» de la souveraineté, l'objectif fondamental du Parti québécois. M. Johnson a qualifié de «très bien faite» cette résolution, qui pourrait servir de modèle dans les autres congrès régionaux.

Les délégués au congrès de Joliette ont discuté hier en atelier de la question de l'affirmation

nationale et doivent clore les débats aujourd'hui en plénière.

Constitution québécoise

La démarche d'affirmation nationale consistera pour le PQ à relever au cours des prochaines années «les défis de la démocratie, de la culture et de l'économie par l'emploi».

Au plan démocratique, a déclaré M. Johnson, «cela veut dire qu'on n'accepte pas qu'au nom des intérêts particuliers, le gouvernement (libéral) dispense les fonds publics sans soumission à des amis du régime. C'est fondamental. On est un petit peuple, on n'a pas les moyens de faire des grosses erreurs sur le plan de la moralité publique».

Le chef péquiste s'est d'autre part prononcé à nouveau en faveur de la rédaction d'une constitution québécoise — sans attendre que le Québec soit devenu souverain. M. Johnson insisterait les droits linguistiques des Québécois dans un tel document, «pour les mettre à l'abri d'une simple majorité à l'Assemblée nationale».

Au chapitre culturel, il a ajouté qu'un gouvernement du Parti québécois réclamerait immédiatement d'Ottawa «que ce soit le gouvernement du Québec et lui exclusivement qui décide de toutes les matières qui touchent la question linguistique sur notre territoire».

M. Johnson trouve «aberrant» qu'une telle revendication ne soit pas contenue dans les conditions posées par le premier ministre Robert Bourassa à l'adhésion du Québec à l'accord constitutionnel de 1982.

Mais c'est dans le domaine de l'emploi, a estimé M. Johnson, que les souverainistes devront faire preuve du plus d'imagination et d'efficacité. «Parce que la vraie justice va passer dans les années 90 par l'emploi.»

Le chef du PQ a tiré à boulets rouges sur le budget des dépenses déposé il y a deux semaines par le président du Conseil du Trésor, M. Paul Gobeil: «Il n'y a rien pour les organismes de soutien aux initiatives jeunesse, rien pour les garderies, rien pour le développement du secteur de la santé, rien de satisfaisant pour les universités, rien aux gens les plus mal pris et aux femmes violentées.»

M. Johnson craint que l'on assiste au Québec à un accroissement du clivage économique entre riches et pauvres au cours des prochaines années.

La livraison du courrier à des boîtes communes est tout à fait légale

Presse Canadienne
OTTAWA

La Cour suprême de l'Ontario a statué que la Société des postes ne violait pas la loi en installant des boîtes communautaires à certains endroits, au lieu de faire la livraison du courrier à domicile.

La plainte avait été portée par le syndicat des facteurs, qui soutenait que cette façon de procéder contrevient à la loi, adoptée en 1981, pour transformer le ministère des Postes en société de la couronne.

Cette loi, a souligné au tribunal le président du syndicat, M. Robert McGarry, oblige la Société des postes à fournir le même service dans les villes de même dimension et à consulter les travail-

leurs des postes avant d'élaborer de nouvelles politiques.

En plus de promouvoir l'installation de boîtes communautaires, le plan de la compagnie de la couronne, qui a été approuvé par le cabinet fédéral en novembre dernier, prévoit l'élimination de tout déficit avant le 31 mars 1988.

Il doit y avoir suppression de 8 700 emplois syndiqués, privatisation de la plupart des comptoirs postaux, fermeture d'un nombre à déterminer de bureaux de poste et adoption d'un système de livraison du courrier moins rapide, mais plus fiable.

Le jugement de la Cour suprême de l'Ontario a été interprété par la Société des postes comme une justification de son plan quinquennal.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHEQUES

AAA 1er, 2e, balance vente rapide, notaire Laborie 729-4334. ACCEPTATION en 7 jours, 1er et 2e hypothèques, Conso. Pao. St-Rene Goupil, 321-2610.

FINANCEMENT hypothécaire rapide, tous & conditions du marché, Bernard Durand.

INTER-TEC - 382-0793

2e HYPOTHEQUE RESIDENTIEL ET COMMERCIAL TAUX COMPÉTITIFS

Credit Via. JOUR OU SOIR 253-2354

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VOUS DE JOUER! — Nous avons une franchise qui coûte \$399 et qui peut rapporter \$50.000 et plus par année. Cartes d'Affaires Photos, 448-8361.

ACHETE direct boucles d'oreilles \$3 la douzaine, colliers \$6 la douzaine, ceintures \$6 la douzaine, t-shirts \$12 la douzaine. 341-1866.

COMPAGNIE de moulage par injection, bien établie, région de Montréal, à vendre \$200.000 comptant. Écrire à La Presse, Ref. 5807, C.P. 6041, Succ. A, Montréal, H3C 3E3.

COMPAGNIE de construction générale. Vente ou participation. Tous permis, licence, etc. Bon chiffre d'affaires. Renseignements 721-3713.

COUPLES sérieux et ambitieux, commerce à la maison, nouveaux produits importés d'Europe, revenus illimités. Temps partiel. Plus de 500 produits. Catalogues et maquettes disponibles. Investissement minime. 514-285-8983.

FORMONS groupe de 15 investisseurs, 120.000 chacun, achat et développement 115 606, 627-4667.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

JE SUIS un distributeur indépendant de Herbolite. Si vous cherchez une occasion d'affaires, appelez-moi. Real Fortin, 418-628-5559. Page 331-6100 code 0232.

SERVICES d'imperméabilisation, de fondations, travaux civils. Bonne compagnie bien établie, à vendre ou en participation. Tel: 731-3713.

712 ASSOCIÉS DEMANDES

ASSOCIÉS demandés pour achat d'immeuble 21 et 90 app. et un semi-commercial. 514-620-5589.

SOCIÉTÉ française de logiciels cherche partenaire technique pour participer à la distribution nord-américaine de logiciels multilingues. Prendre rendez-vous 436-2621.

714 FRANCHISES

BOUTIQUE de décorations, 525.000. 674-3035, 674-6511.

ISABELLA INSTITUTS DE BEAUTE 270-2817

MENAGE EXPRESS Entretien ménages (514) 255-4896

WILLIS ET CROISSANTS 270-1503

715 SERVICES FINANCIERS

FINANÇONS AUTOS NEUVES tous banquiers. Labbe Associés 931-8839.

715 SERVICES FINANCIERS

FONDS pour commerce, industrie, affaires, placements, etc. DENCOL MTG - 342-1356

718 ARGENT DEMANDE

BESON argent 1er 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

A-1, TENUE de livres et impôts sur ordinateur pour tous commerces, \$50 à \$80 par mois, 221-2063.

BAS PRIX, impôt, particulier (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

DECLARATIONS d'impôt (10, prime inférieure \$20, 270-9742).

Reagan est « optimiste » quant à la conclusion d'un accord de libre-échange cette année

JEAN-FRANÇOIS LISÉE
WASHINGTON

Le président Reagan a déclaré hier que malgré « quelques dures négociations encore à venir », il était « optimiste » sur la possibilité de rediger cette année un accord de libre-échange.

Un tel accord permettra « d'accroître le commerce et l'investissement canadien et américain, d'améliorer nos performances économiques et de renforcer nos positions dans la concurrence internationale », a dit le président, qui consacrait à sa visite au Canada son allocution radiophonique traditionnelle du samedi. Il doit arriver à Ottawa à 15h30 cet après-midi.

Dans son allocution, M. Reagan a essentiellement souligné les points d'accords entre les deux pays et il n'a pas ménagé ses félicitations à l'endroit du premier ministre Mulroney. Ce dernier a eu raison de suivre une politique de « déréglementation et d'aide à l'entreprise privée » semblable à la politique américaine, a dit le président, ce qui a permis aux deux pays de jouir « de taux de croissance et de création d'emplois parmi les meilleurs en Occident ».

Il a aussi déclaré que la coopération canado-américaine en matière de lutte contre le terrorisme international était « un exemple pour le reste du monde ». Il s'est félicité de l'appui canadien pour la politique américaine de réduction des armements et a affirmé que les consultations à cet égard étaient « approfondies et fréquentes ».

En matière de défense, le président a applaudi l'engagement du Canada de hausser ses dépenses militaires, qui feront en sorte que « le Canada porte sa part du poids » de la défense de l'OTAN. Un membre de l'administration appelait vendredi que les dépenses militaires canadiennes en termes de pourcentage du produit national brut sont encore parmi

les plus faibles des membres de l'OTAN.

Le président n'a abordé les problèmes d'environnement que pour rappeler les gestes déjà posés et se réjouir que « nos deux pays travaillent ensemble, et non l'un contre l'autre » sur ces questions. « Nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli », a-t-il dit, citant comme principale raison de la réduction de la pollution atmosphérique le « Clear Air Act » voté en 1970 par le Congrès américain. Au sujet de la protection des Grands Lacs, il a déclaré que de nouvelles mesures pourraient être prises cette année. Il a expliqué quelle était sa politique en matière de pluies acides, déclarant qu'Ottawa et Washington étaient toujours « inquiets » de l'impact du phénomène.

M. Reagan et son épouse Nancy seront reçus cet après-midi par le premier ministre et le gouverneur général. Après une brève cérémonie à l'aéroport d'Uplands, près d'Ottawa, le couple présidentiel se rendra à la résidence du gouverneur général pour une rencontre avec Mme Sauvé, puis un premier tête-à-tête Reagan-Mulroney. L'itinéraire présidentiel évitera complètement la colline parlementaire, le président ne verra donc pas les manifestants massés devant le parlement.

En soirée, M. et Mme Reagan et le premier ministre et son épouse se retrouveront lors d'un dîner d'Etat à la résidence du gouverneur général. Le clou de la visite aura lieu demain après-midi lorsque le premier ministre s'adressera à la Chambre des communes.

Le gouverneur général jouera pleinement son rôle lors de la visite de M. Reagan

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
OTTAWA

■ A leur arrivée en sol canadien, aujourd'hui à 15h30, Nancy et Ronald Reagan seront accueillis à l'aéroport de la base des Forces canadiennes à Uplands par le gouverneur général, Mme Jeanne Sauvé.

Les porte-parole de l'organisation du Sommet ont pris la peine d'expliquer, pourquoi, cette fois-ci, contrairement à ce qui s'était passé à Québec en mars 1985, ce sera le chef d'Etat et non pas le premier ministre Brian Mulroney qui accueillera le couple présidentiel.

« A Québec, il s'agissait d'une rencontre de travail, ont-ils dit pour expliquer leur accroc au protocole, alors que cette fois-ci il s'agit d'une visite d'Etat. »

Donc, pendant que le gouverneur général souhaitera la bienvenue au couple Reagan, aux sons des hymnes nationaux, des 21 coups de canons réservés aux chefs d'Etat et en passant en revue une garde d'honneur, avec le protocole et le tapis rouge, M. Mulroney et son épouse Mila attendront qu'on leur donne le signal de se rendre à la résidence officielle de Mme Sauvé, vers 16h45, où les illustres invités se pointeront après les cérémonies de l'aéroport.

Après les mots de bienvenue, il ne faut pas s'attendre à autre chose que des poignées de mains entre MM. Reagan et Mulroney et



Mme Jeanne Sauvé

des échanges de bises entre les deux épouses qui s'étaient liées d'amitié en mars 1985 à Québec.

Au cours de cette première journée du couple Reagan en sol canadien, ce sera Mme Sauvé qui sera l'hôte officiel. C'est aussi elle qui prononcera le premier discours au cours du dîner d'Etat qui se déroulera ce soir à sa résidence.

Si la teneur des échanges entre MM. Reagan et le premier ministre Mulroney, au cours des premières heures de la visite, risque de décevoir, il n'en demeure pas moins que ce sera un festival « de séances de photos » à l'intention des caméras de télévision et particulièrement pour la Société Radio-Canada, la télédiffuseur hôte, à qui la tâche a été confiée d'inonder les auditoires canadiens d'images de cette rencontre historique d'à peine 24 heures.

Demain matin, vers 9h30, le premier ministre Mulroney sera amené dans la rotonde de l'édifice du centre du Parlement et y at-

tendra l'arrivée de son invité qu'il aura le loisir d'accueillir à sa guise et personnellement, quelques minutes plus tard.

Le président Reagan signera le livre d'or et se rendra ensuite avec son hôte à l'étage du bureau du chef du gouvernement canadien, où enfin ils s'entretiendront pendant près de 90 minutes.

Pendant ce tête-à-tête, les épouses se dirigeront au Brookfield High School à Ottawa pour une période de deux heures où elles participeront à un atelier de travail sur la drogue. Elles assisteront aussi à un spectacle offert par la fanfare et le chœur de l'école et des étudiants de la classe d'art dramatique.

A l'heure du lunch, le premier ministre recevra le président Reagan à dîner au 24 Sussex, résidence officielle du chef du gouvernement canadien.

A compter de 14h, les membres du Sénat et les députés prendront place à la Chambre des communes pour entendre l'allocution du président des Etats-Unis.

Immédiatement après, les visiteurs monteront dans leur limousine, se rendront à l'aéroport d'Uplands pour la cérémonie de départ. A 16h, Air Force One, l'avion du président des Etats-Unis, décollera en direction de Washington.

Entre-temps, les porte-parole officiels des deux délégations auront fait rapport aux représentants des médias des résultats des rencontres et des progrès réalisés dans les différents dossiers.



Des travailleurs s'activaient hier à installer, devant l'édifice du Parlement, des clôtures de sécurité afin d'empêcher les manifestants de s'approcher du président américain Ronald Reagan lors de sa visite officielle de deux jours dans la capitale canadienne.

LASERPHOTO CP

Informer

La dure évolution du marché de l'emploi



CLAUDE GRAVEL

L'attachement des journalistes à leur emploi et l'apparition de centaines de jeunes pigistes sur le marché du travail sont les faits marquants de l'évolution du journalisme ces vingt dernières années au Québec.

Sans tomber dans la nostalgie, les journalistes à l'emploi des quotidiens, des stations de radio ou de télévision pouvaient encore se permettre, il y a 20 ou 25 ans, de quitter leur emploi avec panache. Un différend survenait-il avec leur employeur? Ils tiraient leur révérence, avec parfois un coup d'éclat qui leur donnait une notoriété passagère chez les confrères. On quittait un journal avec d'autant plus de facilité qu'on était assuré de se trouver un nouvel emploi.

Cette époque est finie. Les journalistes quittent aujourd'hui les grandes salles de rédaction à leur retraite. Le roulement du personnel, qui permettait aux employeurs de recourir fréquemment à des troupes fraîches, s'est considérablement ralenti. Ce qui était l'exception est devenu aujourd'hui la règle. On n'embauche plus que pour remplacer les retraités. Pour un journaliste au chômage, il vaut mieux obtenir un emploi régulier que de gagner à la loterie.

Que s'est-il donc passé? Les conditions de travail et les salaires se sont considérablement améliorés depuis un quart de siècle dans les médias. Il est vrai que les journalistes partageaient de loin. A titre d'exemple, un peu avant la dernière guerre mondiale, le salaire d'un journaliste, dans un quotidien, était de deux à trois fois moins élevé que celui d'un typographe. Le premier n'était pas syndiqué; le second était membre de l'un des plus vieux et des plus puissants syndicats en Amérique du Nord.

Conséquence : les journalistes, pour faire vivre leurs familles, devaient accepter ces fameuses petites enveloppes qui contenaient quelques billets de banque. Pas étonnant qu'ils aient été ouvertement méprisés, souvent par ceux-là même qui profitaient de leur état d'asservissement.

On peut dire que, depuis une quinzaine d'années, le salaire annuel d'un journaliste peut se comparer à celui d'un ingénieur, d'un avocat ou d'un architecte. Dans la majorité des quotidiens, il doit faire 32 heures, quatre jours par semaine. Il bénéficie de cinq à six semaines de vacances annuelles, d'avantages sociaux non négligeables, le protégeant et protégeant sa famille contre les imprévus. Il peut jouir de congés avec ou sans solde pour ressourcement professionnel. Et, chaque semaine, il touche un salaire brut de \$800 à \$900. S'il a fait des heures supplémentaires, son salaire est bien sûr ajusté à la hausse. A sa retraite, il pourra compter sur un fonds de pension pour assurer sa sécurité matérielle.

Dans ces conditions, qui partirait à l'aventure? Les entreprises de presse y trouvent leur

compte : un personnel stable, compétent, en sécurité. Comme le nombre et la taille des entreprises de presse où le personnel est syndiqué n'ont pas augmenté depuis vingt ans, comme les journalistes étaient alors relativement jeunes, ils n'ont pas atteint massivement l'âge de la retraite. Dans la quarantaine, ils occupent encore la majorité des postes dans les salles de rédaction. Ceux qui arrivent sur le marché du travail se heurtent souvent à des portes closes.

C'est ainsi que depuis plus de dix ans, les demandes d'emplois s'accumulent dans les médias qui peuvent offrir ces conditions de travail à en faire rêver plus d'un. Pendant que les nouvelles écoles de journalisme formaient chaque année de nouveaux reporters, les jeunes diplômés se heurtaient à la dure réalité d'un marché bouclé. Si le phénomène n'est pas propre au secteur des communications, il fait aussi des ravages dans les médias.

Quand on ne trouve pas un emploi dans un quotidien ou une chaîne de télévision, que reste-t-il? Le nouveau marché florissant des magazines. Le jeune reporter aura vite découvert que si les tirages sont parfois impressionnants, le personnel y est souvent peu nombreux. Et leurs propriétaires ont compris qu'au lieu d'embaucher des journalistes permanents, il valait mieux acheter à la pièce (on dit « à la pige ») des articles à des journalistes. Ces derniers vont donc d'une publication à l'autre, en vendant leur talent. La sécurité est inexistante; les cachets sont loin d'être comparables aux salaires payés dans les boîtes où les journalistes sont syndiqués.

Quand on ne trouve pas de travail à Montréal ou à Québec, il reste aussi un autre marché, que plusieurs ont oublié : celui des hebdomadaires ou des postes de radio de province. Plusieurs jeunes diplômés en journalisme découvrent aujourd'hui cette filière, qui a d'ailleurs toujours été celle de beaucoup de journalistes qui se sont ensuite retrouvés dans des médias plus importants.

Enfin, les quotidiens embauchent aussi des pigistes, à des conditions régies par les conventions collectives de travail qui protègent d'abord les journalistes permanents. L'inconvénient : s'ils signent alors des reportages dans de grands journaux et se font ainsi connaître, leur sécurité d'emploi est nulle et, pour les mêmes efforts, ils gagnent moins que les journalistes permanents.

Cette situation se retrouve aujourd'hui dans beaucoup d'entreprises et dans des champs d'activités souvent fort éloignés du journalisme. Dans un monde où la concurrence est vive, les entreprises préfèrent parfois signer avec des employés des contrats à durée limitée ou offrir du travail à temps partiel ou à la pige. Le phénomène se retrouve aux Etats-Unis et en Europe. Il ne va pas sans créer des malaises et des tensions. Surtout quand les travailleurs plus jeunes côtoient des collègues qui, tout en faisant le même travail, gagnent deux ou trois fois leurs salaires.

Dimanche prochain : Y a-t-il quand même un avenir pour les jeunes?

Partez à votre compte

AU SALON DE LA FRANCHISE



► Venez trouver le commerce de vos rêves et le financement nécessaire

► Tout ce que vous devez savoir sur le monde de la franchise au plus grand Salon de la Franchise en Amérique du Nord

Dans le cadre de:



En collaboration avec:

CKAC 73

SEMAINE INTERNATIONALE DU
COMMERCE
DE DÉTAIL ET DE SERVICES

La Presse



LE CONSEIL QUÉBÉCOIS
DU COMMERCE DE DÉTAIL



BANQUE FÉDÉRALE
DE DÉVELOPPEMENT



ASSOCIATION
DES FRANCHISÉS
DU QUÉBEC



LA BANQUE ROYALE
DU CANADA

Présentement au:
PALAIS DES CONGRÈS
2-3-4-5 AVRIL

Heures d'ouverture
9:30 à 19:30
Samedi 9:30 à 20:30
Frais d'enregistrement \$10

UNE RÉALISATION DU GROUPE PROMEXPO

**PREMIER CHOIX
DES QUÉBÉCOIS**

**POUR MAIGRIR
RAPIDEMENT**

L'EMBOINPOINT ENFIN VAINCU

RECOMMANDÉ PAR PLUSIEURS MÉDECINS

**BISCO-DIÈTE
LE BISCUIT
QUI FAIT MAIGRIR**



UN SUCCÈS ÉCLATANT

UNE DÉCOUVERTE IMPORTANTE. Enfin, un produit vraiment efficace et scientifique pour maigrir. Un produit découvert et perfectionné grâce à une subvention du C.N.R.C., le Conseil National de la Recherche du Canada.

SANS EFFORT

BISCO-DIÈTE, dont l'efficacité a été prouvée en laboratoire alors que 21 personnes ont participé à un test rigoureux.

En 20 jours, elles ont perdu entre 8 et 18 livres sans effort, résultats dûment vérifiés par un observateur et disponible à nos bureaux.

Depuis, des milliers de gens qui avaient tout essayé ont enfin connu des pertes de poids incroyables. Pour la première fois, on peut dire que l'embonpoint peut facilement être vaincu.

BISCO-DIÈTE satisfait le désir de manger. On ne ressent aucunement la faim. Au contraire, on a la sensation d'avoir beaucoup mangé.

FACILE ET PRATIQUE

BISCO-DIÈTE convient aux gens de tous les

âges. C'est vraiment pour toute la famille. Les personnes qui veulent maigrir, mais aussi les hommes d'affaires et les athlètes découvrent que BISCO-DIÈTE a tout pour remplacer un repas: minéraux, vitamines, protéines et glucides. Rien à mélanger, pas de lait ni d'eau. Seulement 230 calories. Toujours disponible: dans le sac à main, l'attaché-case ou le coffre à gants. Avec fibres alimentaires pour éviter la constipation souvent provoquée par les poudres qu'on mélange au lait et qui ne donnent pas de volume intestinal. Une approche des plus nouvelles et modernes.

**POUR MAIGRIR
RAPIDEMENT**

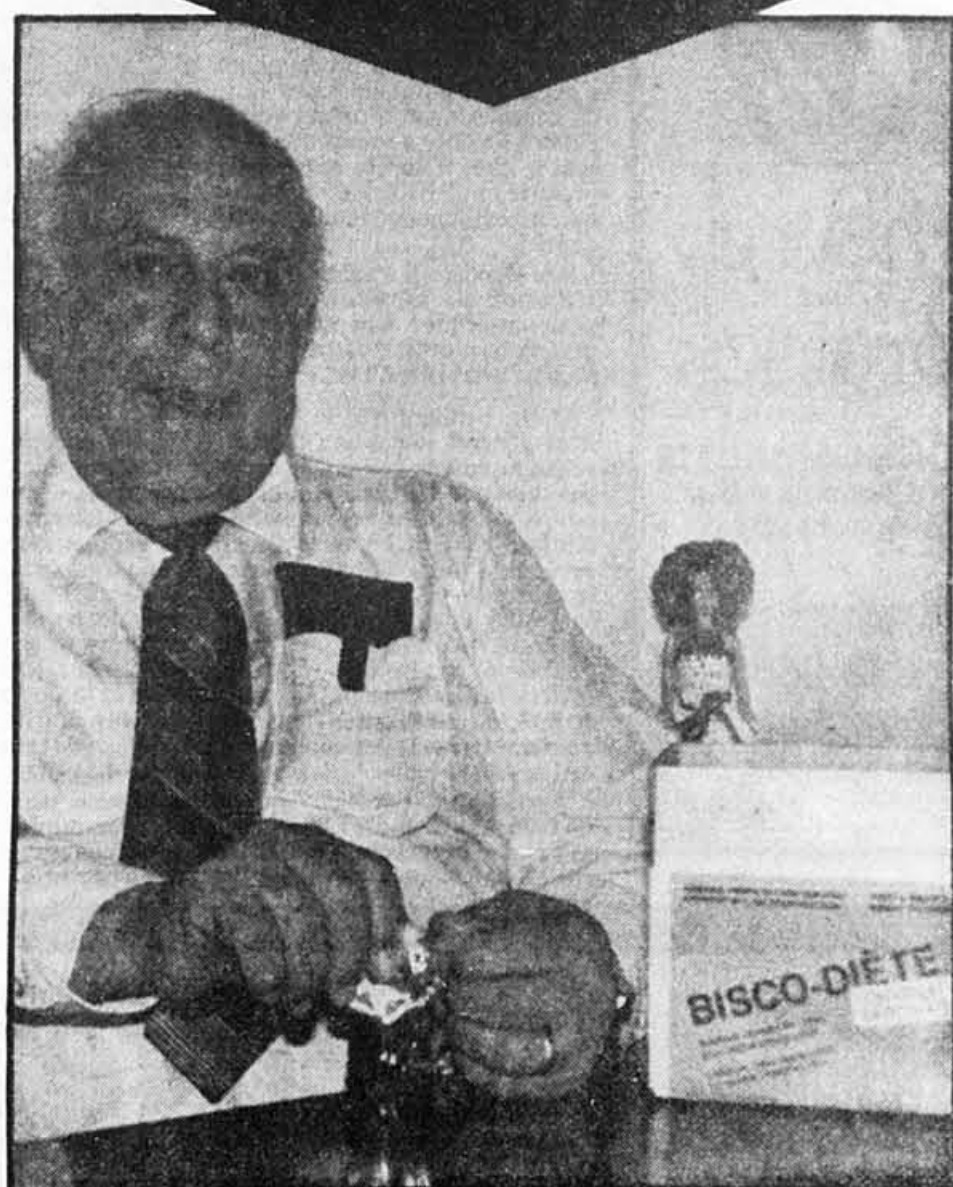
BISCO-DIÈTE est enfin disponible grâce au Conseil National de la Recherche du Canada (C.N.R.C.) et à l'Institut National de l'Obésité du Canada (INOC). BISCO-DIÈTE a été mis au point en octobre 85 et testé, perfectionné et amélioré depuis. Des techniques révolutionnaires de cuisson permettent pour la première fois de conserver la valeur de tous les ingrédients incorporés. Vous maigrissez rapidement et facilement. Donnez-nous un coup de fil, écrivez-nous ou mieux, passez nous voir. Nous avons les preuves écrites de ce que nous avançons.

Au plaisir de vous rencontrer.
La direction de l'INOC.

INFORMATION NUTRITIVE

	Par repas (60 g)	Analyse par 100 g
Calories	230	383.3
Protéines	13.8 g	23.0 g
Glucides	25.4 g	42.33 g
Lipides	8.0 g	13.33 g
Acide Linoléique	3.4 g	5.66 g
VITAMINES:		
Vitamine A	1600UI	2666.6UI
Vitamine D	50UI	83.3UI
Vitamine C	13.5 mg	22.5 mg
Vitamine E	6.2UI	10.3UI
Thiamine (B1)	0.55 mg	0.91 mg
Riboflavine (B2)	0.70 mg	1.16 mg
Niacinamide (B3)	7.70 mg	12.83 mg
Pyridoxine (B6)	0.80 mg	1.33 mg
d-pantothenate (B5)	1.50 mg	2.50 mg
Vitamine (B12)	1.25 mg	2.08 mg
Acide Folique	0.055 mg	0.106 mg
Biotine	0.016 mg	0.026 mg
MINÉRAUX		
Calcium	314 mg	523.3 mg
Phosphore	259 mg	431.6 mg
Potassium	380 mg	633.3 mg
Sodium	325 mg	541.6 mg
Magnésium	114.0 mg	190.0 mg
Fer	4.0 mg	6.6 mg
Manganèse	1.0 mg	1.6 mg
Iode	40.0 mcg	66.6 mcg
Cuivre	0.65 mg	1.08 mg
Zinc	3.10 mg	5.16 mg

**100 LIVRES À PERDRE...
IL PERD
32 LIVRES EN 5 SEMAINES**



RAOUL GIROUARD

«Depuis que je suis à ma retraite, j'ai tendance à prendre beaucoup de poids. J'ai suivi les conseils de ma femme, j'ai essayé Bisco-Diète et ça marche. J'ai encore beaucoup de poids à perdre, mais je suis encouragé d'avoir déjà perdu 32 livres en seulement 5 semaines. Je tiens à vous remercier publiquement.»

Raoul Girouard, Montréal

**BISCO-DIÈTE UNE MÉTHODE
VRAIMENT EFFICACE POUR
MAIGRIR**

MERCI BISCO-DIÈTE!

Voici des témoignages
recueillis par l'Institut
National de l'Obésité du

Canada de personnes reconnaissantes d'avoir utilisé le biscuit qui fait maigrir.

MAIGRIR: LA PREUVE EST MAINTENANT ÉTABLIE



M. COURTEMANCHE

«Avec Bisco-Diète, j'ai perdu mes quelques livres en trop, mais le plus important c'est que Bisco-Diète remplace souvent mon repas de midi que je n'avais pas le temps de prendre, et je ne ressens aucunement la faim jusqu'au souper. C'est merveilleux et je suis en forme.»

M. Courtemanche, Montréal



JEANNE-D'ARC PETERKIN

«Mon médecin m'avait demandé de perdre du poids et d'arrêter de fumer. Après avoir essayé toutes sortes de régimes sans succès, une amie m'a suggéré Bisco-Diète. Je dois avouer qu'au début j'étais sceptique, mais après une semaine j'avais déjà perdu 9 livres. Alors j'étais convaincue que j'allais enfin réussir à retrouver mon poids normal. Aujourd'hui, je suis bien dans ma peau, mon médecin est fier de moi et j'ai enfin perdu mes 28 livres en trop. Merci Bisco-Diète.»

Jeanne-d'Arc Peterkin, Montréal

28 LIVRES en 6 SEMAINES

Commandes téléphoniques «C.O.D.» acceptées

397-1394

Nous assumons les frais d'appel interurbain

ACHAT EN PERSONNE

Pour mieux vous servir, nos bureaux sont ouverts sur semaine de 8 heures à 18 heures a.m. à 8 heures p.m. Sam. et dim. de 9 heures à 4 heures. Bienvenue.



À NOS BUREAUX

CURE DE 14 JOURS

\$35 seulement

BON DE COMMANDE

INOC
INSTITUT NATIONAL DE L'OBÉSITÉ DU CANADA
POLYCLINIQUE
6897, rue St-Denis, Montréal, Qué. H2S 2S3

Vanille ☐

Chocolat ☐

Tél.: 397-1394



NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

PROVINCE _____ CODE _____

ÂGE _____ TÉLÉPHONE _____

☐ Cure de 14 jours (\$39.95) ☐ Mandat-poste

☐ Cure de 28 jours (\$74.95) ☐ Chèque ci-joint au montant de \$ _____

T E T E S D ' A F F I C H E

Guy Pinard

AU GÉNÉRIQUE

C'est avec une fierté bien compréhensible que le maire **Richard Ouellet**, de Saint-Simon, dans le comté de Rimouski, souligne le fait qu'**Auguste Rioux** devenait, le 11 mars dernier, le premier centenaire natif de Saint-Simon, même s'il a célébré l'événement à la Maison de la Providence, à Laval. M. Rioux et son épouse ont eu 15 enfants, dont 11 sont encore vivants. Au nom de ses lecteurs, *La Presse* offre ses meilleurs

vœux de santé au nouveau centenaire.

Le campus de l'Université de Montréal sera littéralement envahi par d'éminentes personnalités au cours de la semaine. En voici une liste incomplète: **Almando Malay** (Université des Philippines) demain; **Jacques Cohen** (Université de Brandeis, au Massachusetts) mardi; **Giulio Gabbiani** (Université de Genève), **Tom Dishion** (Oregon Social Learning Center) et **Rene Dumont** (agronome spécialiste des problèmes économiques des pays en voie de développement) mercredi; le confrère editorialiste **Frederic Wagniere**, **Edward Lazear** (Université de Chicago), **J.M. Lasry** (Université Paris-Dauphine) et **V.A. Steklov** (Université de Moscou) jeudi; **Emile Robichaud** (le frère de l'autre), **Helmut Birkhan** (Université de Vienne) et **Alfonse Archi** (Université de Rome) vendredi; et le pianiste français **Claude Helffer** samedi. Pour renseignements quant à l'heure et au lieu: 343-6030.

Monique Gagnon-Tremblay.

ministre déléguée à la Condition féminine, a accepté la présidence d'honneur de la soirée organisée pour souligner le 10^e anniversaire de la Maison Marguerite, un refuge pour femmes seules. La soirée aura lieu mardi, à 20 h, au nouveau Club Le Faubourg. Pour informations: 932-8872.

Dominique Blondeau sera le conférencier lors de la rencontre auteur-lecteurs organisée par la Société des écrivains canadiens (section de Montréal), mardi, à 20 h, à la Maison de la culture Côte-des-Neiges. Pour informations: 733-0754.

Le Comité action-femmes d'affaires de la Chambre de commerce de Montréal tiendra son deuxième mini-colloque mardi, à 17 h, au 20^e étage du 75, boulevard Dorchester ouest (édifice d'Hydro-Québec). **Liette Monat**, du cabinet Charette, Fortier, Hawey, Touche, Ross, et **Jacques Bouchard**, de BCP Stratégies, Créativité, seront les conférenciers. Pour renseignements: 288-9090.

Du mécénat au partenariat, le rapport du groupe de travail sur le soutien des entreprises aux universités, sera discuté en présence du président du groupe, **John H. Panabaker**, mardi, à 16 h 30, au Musée McCord de l'Université McGill. Pour informations: 876-1356.

La Fondation du diabète juvé-

nile présentera un défilé de mode au profit de la recherche sur le diabète. **Marilyn Jones** signera la chorégraphie de *Mode en mouvement*, qui aura lieu mardi, à 20 h, au Reine Elizabeth. Pour renseignements: 337-0826.

A mardi

Rassemblements de familles

— L'Association des familles Gaudreau du Québec invite tous les Gaudreau, Gaudreault, Goudreau, Goudreault et Godreau à une réunion qui aura lieu le 26 avril, à 13 h, au 5750, boulevard Rosemont. Pour renseignements: **Pauline Gaudreau**, 276-6455.

— Les familles Proteau célébreront le 330^e anniversaire de l'arrivée au pays de leur ancêtre commun, par une réunion qui aura lieu les 28 et 29 août. La famille réunit plus de 20 000 descendants au pays. Pour informations: **Lorenzo Proteau**, 641-1487.

— Par ailleurs, l'Association des Tremblay d'Amérique prépare deux voyages. Le premier aura lieu du 22 au 28 juin, à Havre-Saint-Pierre et aux îles Mingan, et le deuxième à Vancouver, du 10 au 28 août. Pour renseignements: 256-9666.

— Les Archambault d'Amérique seront les hôtes des maires **Normand Choquette**, de Ville-des-Laurentides, et **André Auger**, de Saint-Lin, le samedi 11 avril, à 14 h. Pour renseignements: **André Archambault**, au 439-2608.

— Les Frères des Écoles chrétiennes souligneront le 150^e anniversaire de l'arrivée des quatre premiers membres de la communauté, en 1837, par des retrouvailles qui auront lieu au Mont-de-la-Salle, à Laval-des-Rapides, le dimanche 17 mai, à 11 h. La journée sera présidée par l'actuel provincial, **Jacques Mongeau**. Pour informations: 527-3673.

— Enfin, **Pierre M. Chaput**, du casier postal 233, Île-des-Soeurs, Québec H3E 1J9, cherche à réunir tous les descendants de **Nicolas Chaput**, arrivé au pays en 1680, au sein d'une association des Chaput d'Amérique, en vue du 300^e anniversaire de son mariage avec **Angelique Gauthier**.

Timbres pour handicapés

Le président **Howard T. Oliver** (à gauche) procédait récemment à l'inauguration de la campagne du Timbre de Pâques, à la Brasserie Molson, représentée par **Rejean Houle** (à droite). Cette année, c'est le jeune **Jonathan Chipman** qui a été choisi pour représenter tous les jeunes handicapés et inciter le public à se montrer généreux. L'objectif a été fixé à \$350 000.

PHOTO JEAN GOUPI, La Presse

PERSONNALITÉ - MYSTÈRE

Gracieuseté de SEARS

■ En proposant la photo de **Michel Hamelin** comme personnalité-mystère, la semaine dernière, j'avais l'honnête certitude de proposer un candidat facile à identifier puisqu'il occupe la présidence du Comité exécutif de la CUM. Tel ne fut évidemment pas le cas puisque sa « candidature » n'a provoqué que 60 lettres, avec un taux de bonnes réponses de 52,5 p. cent. Et parmi ces bonnes réponses, **Gilbert Lavoie**, adjoint au directeur de l'information, a tiré au sort la lettre de **Pierre Longtin**, à Lorraine, qui devient le premier finaliste au tirage du 24 avril, à 11 h. Le gagnant recevra alors un bon d'achats de \$100, gracieuseté des magasins Sears et de *La Presse*.

La personnalité-mystère est facile à identifier. On peut dire d'elle que brillante comédienne de carrière, elle a été propriétaire d'un restaurant tant dans la réalité que dans la fiction. Si vous reconnaissez cette personne, vous pouvez le faire savoir en écrivant le plus rapidement possible à **TÊTES D'AFFICHE**, *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Prière de joindre la date de parution à la réponse.



Montréalités

Une vaste étude sur les îles Ste-Hélène et Notre-Dame

MARIANE FAVREAU



■ Il faudra bien un jour faire un inventaire de toutes les études en cours à l'hôtel de ville. Voici maintenant que le directeur de l'ancien service des Sports et loisirs, M. Jean Emond, se voit confier un mandat spécial. Il reste président du conseil d'administration de l'AMARC (Association récréative et culturelle) qui gère La Ronde et se voit chargé d'une vaste étude dont il est intéressant de prendre connaissance dans le jargon même des documents municipaux (en respectant l'absence de ponctuation et les fautes d'orthographe):

■ procéder à une évaluation du potentiel récréologique, culturel et touristique des îles;

■ concevoir un plan de développement des activités permettant une utilisation optimale des ressources en tenant compte des types d'exploitation choisis, des implications techniques, architecturales et environnementales des orientations déterminées par l'administration (sic).

■ réviser la vocation de Terre des Hommes et des îles et proposer une orientation qui minimise l'incertitude et les risques liés aux décisions affectant l'aménagement des fonctions sur le site (resic).

■ améliorer l'accessibilité, la signalisation et l'identification des diverses activités menées ou à être menées sur le site au plan de la thématique du graphique du design (re-resic).

■ étudier les interrelations existantes (sic) entre cette (sic) organisme et les autres sociétés municipales opérant sur les îles.

En termes clairs, on peut croire que M. Emond devra répondre à des questions aussi concrètes que de savoir ce qu'on fera de la Biosphère et des autres vestiges d'Expo 67? Comment le monde pourrai-il aller patiner

l'hiver sans faire 20 minutes de marche depuis la sortie de métro? La plage dont rêve le RCM à l'île Notre-Dame est-elle faisable?

LES PORTES DU SUCCÈS

■ La Promenade Ontario, l'artère commerciale du quartier Hochelaga-Maisonneuve, est à se donner une certaine originalité. En effet, on est à construire des arches, des « portes » qui en marqueront les extrémités. Un peu comme on a fait dans le quartier chinois, mais d'un tout autre style, faut-il préciser.

Il s'agit ici d'une charpente d'acier qui reposera sur deux bases de béton. Une enseigne placée au centre identifiera la Promenade et sera flanquée de deux luminaires latéraux.

Les travaux devraient être terminés d'ici trois ou quatre mois, assure le directeur général de la Sidac (société d'initiative de l'artère commerciale).

Par ces petits monuments, on veut certes identifier le secteur commercial. Mais l'un d'eux, à l'angle de la rue Saint-Germain, formera une sorte d'ensemble avec l'église de la Nativité et la place publique qu'on pense ouvrir juste devant. L'autre est érigé près de la rue Pie IX.

Le coût de ces portes est de \$305 000. Il sera partagé par le gouvernement fédéral (\$52 250), l'Office de planification et de développement du Québec (\$175 000), la Ville de Montréal offre un support technique (d'une valeur de \$55 000) et la Sidac débourse le reste (\$22 000).

LE SANG VA COULER

■ Le sang va effectivement couler à l'hôtel de ville, a déclaré cette semaine le maire Jean Doré, en paraphasant les propos alarmistes de son adversaire, Claude Dupras, devant la réforme administrative.

Oui, le sang va couler, et ce n'est pas qu'une image: le maire a annoncé la tenue d'une clinique de sang de la Croix-Rouge, à l'hôtel de ville, le 17 avril prochain.

LE SERVICE DES INCENDIES À L'ÉTUDE

■ Dans la foulée de la grande réforme administrative qui est en cours à l'hôtel de ville, l'administration Doré-Fainstat fait appel à une firme extérieure pour faire une étude du Service de

Qu'advient-il dans les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame? Quel est leur potentiel? M. Jean Emond est chargé de trouver la réponse, 20 ans après la fin de l'Expo 67.

Le béton et l'acier coûtent cher. Aussi les « portes » de la Promenade Ontario coûteront-elles plus d'un quart de million de dollars, soit \$305 000.

PHOTO JEAN GOUPI, La Presse

prévention des incendies. On sait que l'actuel directeur, M. Yvon Bineau, a choisi de prendre sa retraite d'ici peu.

La Ville désire faire le point sur ses structures d'intervention en matière de prévention, de combat et de maîtrise des incendies. Un plan d'action devra

donc être mis en oeuvre, avec les objectifs suivants:

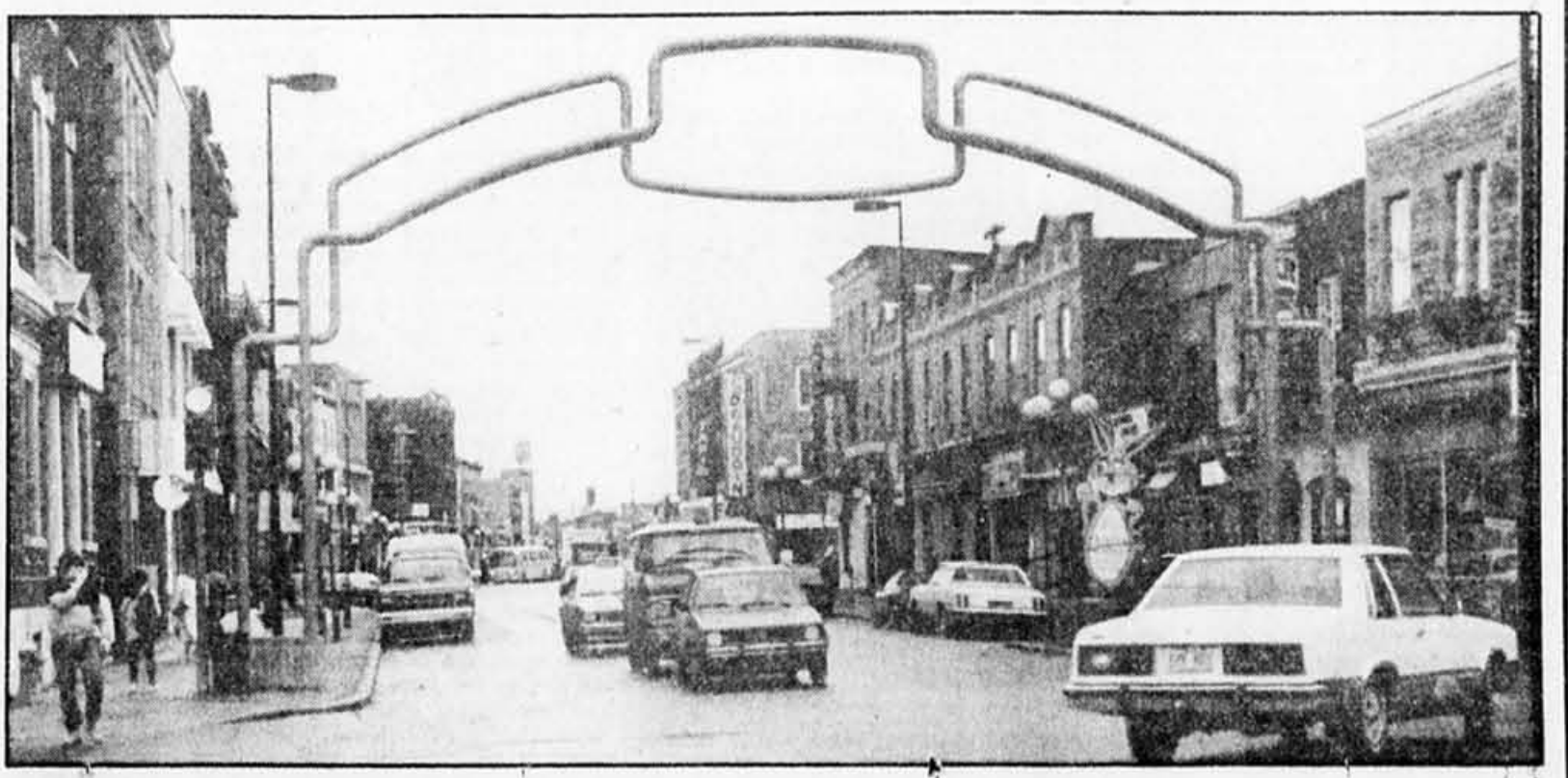
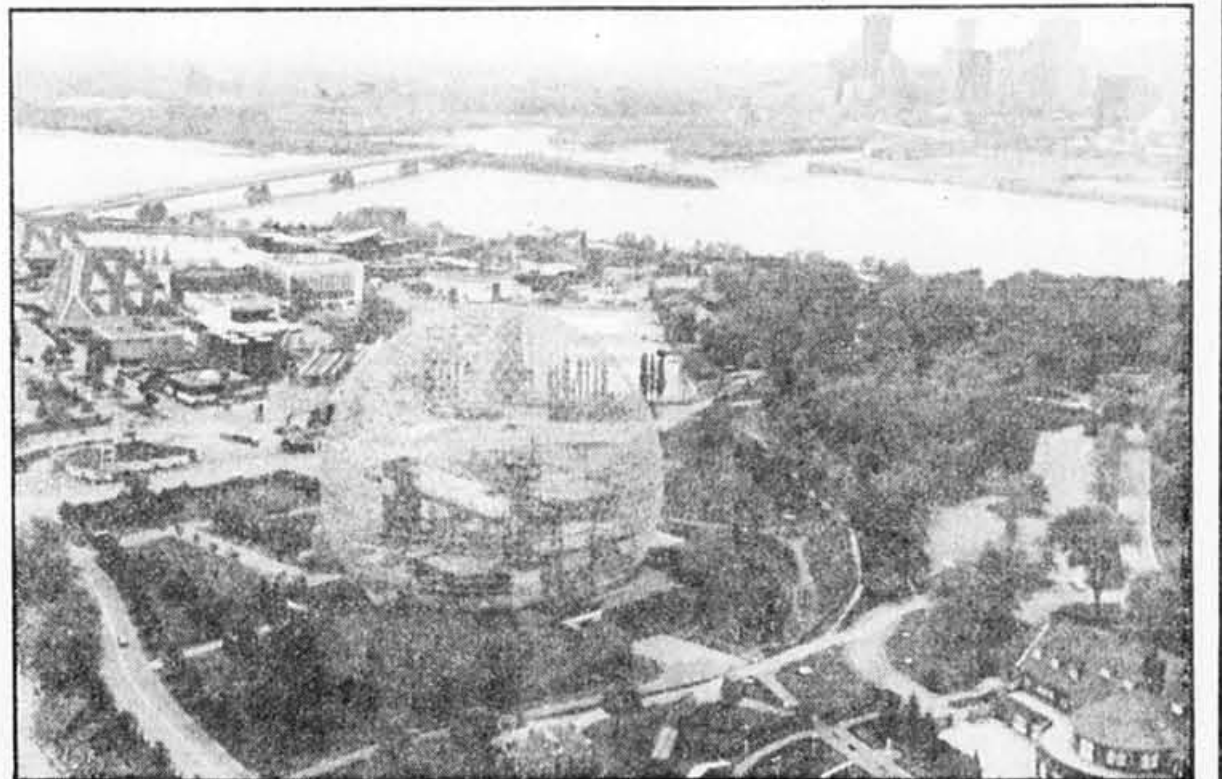
■ diminution des risques et des pertes humaines et matérielles;

■ satisfaction des besoins en ressources humaines, matérielles et immobilières;

■ renouvellement des méthodes de travail et des équipements;

■ mise en place d'une gestion actualisée des ressources humaines qui table sur la communication et le respect mutuel;

■ maîtrise des obligations découlant des sentences arbitrales.





Née de la fusion d'une quinzaine de brasseries, la National Breweries Limited a produit plusieurs des grandes bières de l'histoire du Québec.

47

RENDEZ-VOUS 92

1992
350^e ANNIVERSAIRE DE LA
FONDATION DE MONTRÉAL

La National Breweries



GUY PINARD

Depuis 1956, les Québécois friands de bière se sont habitués à un marché de la bière qui ne compte que trois concurrents. Et la lutte est féroce entre ces trois grandes entreprises, comme on ne cesse de le constater dans un peu près tous les dossiers, qu'ils soient culturels, économiques ou sportifs.

Une des trois, la Brasserie O'Keefe Limited, est plus particulièrement responsable de cette situation, car c'est dans sa « lignée ancestrale » que fut formée, en 1909, la National Breweries Ltd., un puissant consortium d'une quinzaine de brasseries.

Elle fut créée le 20 avril 1909 à l'instigation d'Andrew J. Dawes, président de la Brasserie Dawes, dans le but de réduire les coûts de la production et de la mise en marche élevés à cause de la concurrence féroce opposant les différents brassiers.

A l'exception de la Brasserie Molson et d'entreprises moins importantes comme la Brasserie Frontenac, de Montréal, et la Brasserie Champlain, de Québec, toutes opérèrent pour le regroupement, soit les brasseries Canadienne, Dawes & Co. Ltd., Wm. Dow & Co. Ltd., Ekers, Imperial, Montréal, C.S. Reinhardt et Union, de Montréal; Douglass, de Sainte-Thérèse; et Beauport, Boswell & Bros., Gauvin & Co., Georges E. Amyot, Proteau & Carignan et Royale, de Québec.

Certaines brasseries, Beauport, Douglass & Co., Imperial, Michel Gauvin et Cie, Montréal, Proteau & Carignan et Reinhardt, furent fermées presque immédiatement. La Brasserie Canadienne résista jusqu'en 1912, tandis que la Brasserie Union se fusionna à la brasserie Ekers en avril 1921.

Le premier siège social de la National Breweries Ltd. fut logé dans l'édifice de la Banque des Cantons de l'Est, édifice aujourd'hui propriété de la Banque de la Nouvelle-Écosse, à l'angle des rues Saint-Jacques et McGill. En 1911, la direction déménagea au 990, rue Notre-Dame ouest, dans un édifice de la Brasserie Dow. Construit en 1931 tout juste à l'est de l'ancien, le nouveau siège social a conservé le même numéro civique.

À la suite de l'adhésion de la Brasserie Frontenac, en 1926 (elle fut consolidée en 1945), et de la Brasserie Champlain, en 1948, seule la Brasserie Molson put servir de rempart contre le monopole, du moins jusqu'à l'arrivée de la Brasserie Labatt à LaSalle, en 1956. Entre-temps, les Brasseries Canadiennes Ltée (à ne pas confondre avec la brasserie du même nom fermée en 1912), de Toronto, avaient, quatre ans plus tôt, pris le contrôle du groupe, après avoir réalisé, en Ontario, une fusion semblable à celle du Québec 42 ans plus tôt. Depuis 1968, la Société porte le nom de Brasserie O'Keefe Ltée.

La brasserie Ekers

L'espace nous manque évidemment pour faire l'histoire de chaque brasserie du groupe. Il faudra nous contenter de celles qui ont laissé des édifices dignes de mention, à commencer par la Brasserie Ekers.

Celle-ci fut fondée en 1845 par un dénommé Ekers (on ignore son prénom) venu du Devonshire, en Angleterre. Dès le départ, il installa sa brasserie boulevard Saint-Laurent, à l'endroit où fut construit en 1894 l'édifice à façade monumentale situé au 2115. La décision d'Ekers ne manquait pas de hardiesse puisqu'à l'époque, l'édifice se trouvait littéralement en pleine campagne. À peine trois ans après sa fondation, la brasserie passait sous le contrôle de Thomas Alfred Ekers, neveu du fondateur, puis, en 1861, sous celui de Henry Archer Ekers, fils de Thomas. L'affaire progressait à un rythme effarant, Ekers décida en 1898 de s'associer avec Charles Strangman, Percy et Ernest Scott, de la Canadian Brewery Co., pour former la Canadian Breweries Ltd.

Citoyen intéressé à la vie politique de Montréal, H.A. Ekers fut échevin de 1898 à 1906, puis maire en 1907. Son écurie personnelle comprenait de nombreux chevaux réputés.

Les édifices de la brasserie occupent les deux tiers sud du quadrilatère délimité par le boulevard Saint-Laurent et les rues Sherbrooke, Saint-Dominique et Saint-Norbert (Fortier à l'époque).

L'édifice original construit en 1894 fut l'un des rares bâtiments industriels dessinés par l'architecte Alexander Francis Dunlop, du cabinet Dunlop & Heriot. La façade est remarquable à plusieurs égards. Son avant-corps surmonté de peu le parapet qui ceinture le toit plat. Tout en privilégiant la pierre de taille rustique, l'architecte fit un usage intéressant de la pierre à bossage pour les fondations, l'arc en plein cintre à voussure de l'entrée principale, les arcs cintrés et jumelés des fenêtres des étages, les linteaux des fenêtres et les bandeaux. Le chaînage d'angle harpé est en pierre de taille polie et les autres murs sont en brique. L'édifice en longueur qui le joute au sud a été construit en 1920; la fenestration variée de sa façade demeure son seul point d'intérêt.

Le 1er janvier 1931, la Brasserie Ekers fut utilisée pour la bière en fut Dawes Black Horse. Sa vocation brassicole prit fin en 1952.

La brasserie Dow

Voyons maintenant les composantes du groupe installées à proximité de la rue Colborne. La Brasserie Dow fut fondée en 1790 par Thomas Dunn, qui avait choisi de brasser sa bière à La Prairie. Mais Dunn ne mit pas de temps à comprendre que pour le bien de son entreprise, il lui fallait déménager à Montréal, ce qu'il fit en 1808. Il s'installa à l'angle des rues Notre-Dame et Colborne (aujourd'hui Peel), emplacement que l'entreprise n'a jamais quitté.

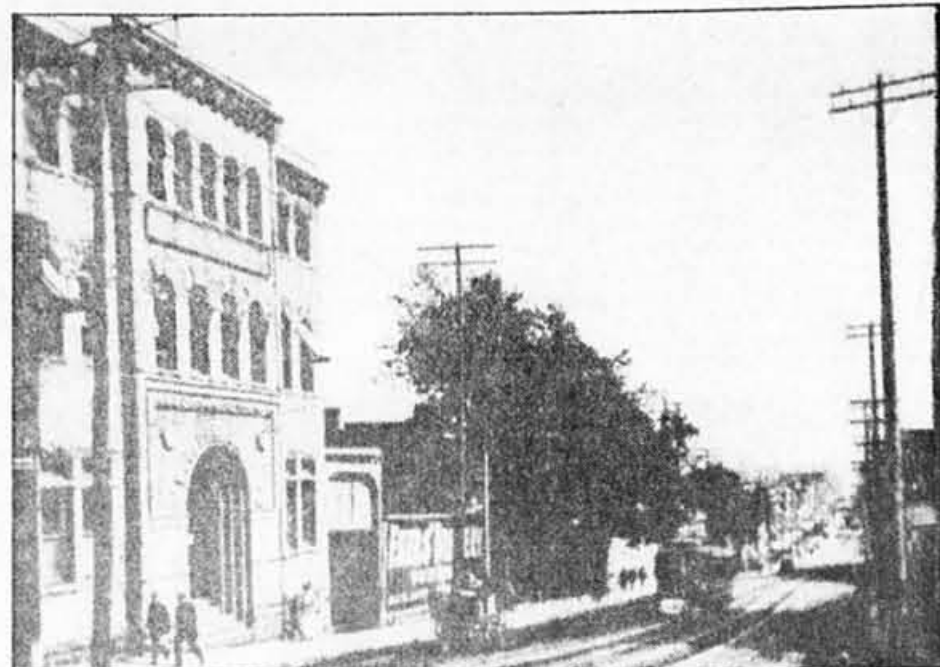
En 1818, William Dow, fils d'un brasseur écossais, s'associa à la Brasserie Dunn, et il en devint l'unique propriétaire à la mort de ce dernier. Dow laissa sa marque sur la communauté montréalaise, comme nous avons pu l'apprécier lors de l'étude du dossier du Club des ingénieurs, logé dans ce qui fut d'abord, sous le nom de *Strathern House*, la résidence de William Dow, au sommet de la Côte du Beaver Hall.

En 1841, c'était au tour d'Andrew Dow, frère cadet de William, de se joindre à l'entreprise désormais connue sous le nom de Wm. Dow & Co. Mais cette association fut de courte durée puisque Andrew mourut prématurément en 1853. Parmi les dirigeants subséquents de la Brasserie Dow, notons Gilbert Scott, premier associé de William après la mort d'Andrew; A.C. Hooper; James Phillip Scott, fils de Gilbert; Angus W. Hooper, fils de A.C.; et le colonel G.R. Hooper, frère d'Angus W., qui était président au moment de la fusion, en 1909.

Le complexe brassicole

Le complexe brassicole a subi des transformations majeures au fil des ans, 1909 pour la Brasserie Imperial (l'en-

trée principale se trouvait alors rue Saint-Paul dans une partie du bâtiment démolie depuis), cet édifice fut utilisé à partir de 1911 par la Brasserie Dawes Black Horse, dont l'usine d'embouteillage se trouvait alors à l'angle nord-est des rues Saint-Jacques et de la Cathédrale. L'édifice en pierre de taille et en brique rouge, avec sections en gres, comporte une fenestration très abondante en façade, encadrée par de larges pilastres qui démarquent les travées. À noter les bas-reliefs de la partie supérieure, au-dessus du bandeau à modillons, et la fenêtre en encorbellement, du côté est. L'étage supérieur fut ajouté en 1924, après les agrandissements apportés entre 1911 et 1920. L'édifice fut longtemps surmonté d'une gigantesque annonce lumineuse illustrant le perche-



La brasserie Ekers, vers 1900.

PHOTO MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

de longueur relie cette usine à l'extrémité ferroviaire.

Les chevaux Black Horse

Inspiré par le leadership imaginaire de Norman J. Dawes, président de la National Breweries de 1921 à 1952, la Brasserie Dawes innova maintes fois en marketing. En 1927, avec ses bandes dessinées *Tas pas!* destinées à promouvoir avec humour la bière Black Horse, la Brasserie Dawes instaura une tradition reprise par toutes les branches du groupe.

Mais le coup de maître fut la création, en 1931, de l'écurie Black Horse, un des meilleurs « stunts » publicitaires de l'histoire des brasseries. L'écurie comprenait de 10 à 35 (selon les périodes) chevaux perchons noirs, que la Brasserie Dawes entretenait tant pour ses propres besoins de transport que pour améliorer la qualité des chevaux de trait au Québec. Au fil des ans, l'écurie a engendré plus de 20 000 perchons, et les *Leo Magnus*, *Paramount Carleat* et *Crescent Carleat* ont été maintes fois primés. Tous ces chevaux, dit-on, descendaient du même étalon perchon, *Jean de Blanc*, dont la naissance remonterait à 1823.

Au tout début, l'écurie se trouvait à l'angle nord-ouest des rues Colborne (actuelle rue Peel) et William. Un incendie la réduisit en cendres en 1928, et la Brasserie Dawes y perdit 61 chevaux (mais non les perchons) et 35 camions. L'écurie fut reconstruite au même emplacement, en biais avec le nouveau garage terminé en 1929, et fut ensuite aménagée dans des quartiers plus vastes à Verchères, en 1936, afin de faire place à la nouvelle usine d'embouteillage. De 1949 à 1952, les chevaux vivaient dans une écurie ultramoderne, chemin de la Côte-de-Liesse, entre Dorval et Saint-Laurent. Notons que les perchons et les chevaux de Paul Desjardins ont tiré les chars allégoriques du défilé de la Saint-Jean pendant de nombreuses années.

Mais le hasard est parfois cruel. En 1966, la bière Dow, une des plus populaires et une des plus anciennes, fut retirée du marché par la brasserie pendant l'enquête publique déclenchée par une malheureuse série de morts mystérieuses survenues à Québec. L'enquête disculpa la brasserie, mais le mal était fait pour la marque Dow.

Pour ne pas laisser qu'un mauvais souvenir au Montréalais, la Brasserie Dow, avant de disparaître, offrit à la Ville de Montréal le Planétarium Dow construit au coût de \$1,2 million sur le square Chaboillez. Le souvenir de William Dow était sauf.

Sources: Brasserie O'Keefe: 25^e anniversaire de la National Breweries. *History of National Breweries Limited, 1909-1949* et documents divers — Revue Construction: *Offices of the National Breweries Limited, Montréal* — Revue L'Hotelier: *L'industrie de la bière au Québec, trois siècles d'histoire*, par J. Armand Desrochers — Ville de Lachine: *À la découverte de Lachine* — Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire: documents divers.



Le siège social construit en 1931.

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, LA PRESSE

débordant largement le quadrilatère initial délimité par les rues Colborne, William, Montfort et Notre-Dame. Aux fins d'une rapide analyse architecturale, nous avons retenu six bâtiments de ce complexe aux nombreuses (et lointaines!) ramifications. Les numéros réfèrent aux emplacements indiqués sur la carte-repère.

1 — Entrepôt William Dow, 696, rue William: connu sous le nom de Hill Warehouse, cet entrepôt de pierre de taille sans jointoiement apparent aurait été construit vers 1846, présument par William Dow qui avait acquis le terrain à la suite de la faillite d'Arlin Bostwick. Le bâtiment initial traduisait le style vernaculaire des entrepôts du milieu du XIX^e siècle: bâtiment long et rectangulaire à trois paliers, en pierre taillée avec chaînage d'angle en pierre à refend, coiffé d'un toit à pignon à faible pente, et doté d'une fenestration régulière et dont les dimensions diminuent d'un étage à l'autre. Le bandeau de pierre en ressaut délimite les deux étages supérieurs ajoutés après 1891, alors qu'un toit plat a remplacé le toit à pignon.

2 — La Brasserie Dawes Black Horse, 740, rue Saint-Maurice: construit en



La brasserie Dawes Black Horse, dans les années 1930.

PHOTO BRASSERIE O'KEEFE

ron. Le bâtiment est aujourd'hui utilisé par la société Michelin.

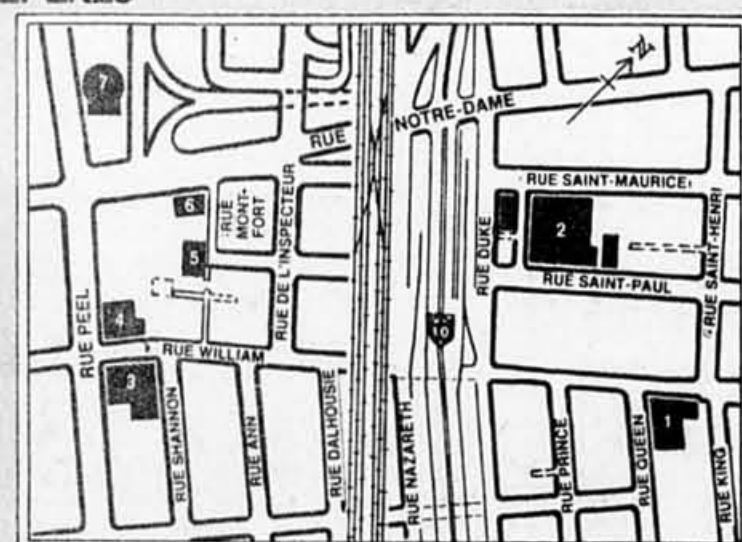
3 — Garage et ateliers, 333, rue Peel: construit en 1929 par la société Atlas Construction selon des plans de l'architecte Louis A. Amos, cet édifice en pierre de taille et en brique présente des façades intéressantes avec les travées nettement démarquées, les deux travées cornières étant en ressaut par rapport à la façade. On remarquera que dans les trois travées centrales, l'arc surbaissé des portes de garage est répété au dernier étage. De larges pilastres encadrent la fenestration. En plus d'abriter les véhicules de l'entreprise, l'édifice logeait les magasins et les ateliers de réparations de tous genres, y compris une sellerie pour les étalons.

4 — Brasserie de la rue Colborne: dessiné par Amos et construit en 1924 par Atlas Construction tout comme le garage, cet édifice en pierre de taille et en brique brune est remarquable par de larges pilastres encadrant des rangées de fenêtres sur six étages, couronnées d'un arc en plein cintre, dans l'axe des arcs cintrés du rez-de-chaussée. À noter les trois bandeaux et la corniche décorative en métal.

5 — Brasserie en pierre de la rue Montfort: on peut apercevoir des vestiges de cette brasserie construite en 1860 à l'extrémité ouest de la rue Saint-Paul, au sud de l'atrium incorporant la nouvelle salle de réception O'Keefe, construite au détriment des vieux murs.

6 — Siège social, 990, rue Notre-Dame ouest: édifice de style Art déco dessiné par l'architecte H.L. Fetherstonhaugh et construit en 1930 par la société Atlas Construction Co., tout juste à côté de l'ancien siège social de la Brasserie Dow. La structure en acier ignifugé supporte un parement en pierre calcaire de Montréal, y compris de nombreux bas-reliefs qui illustrent les composantes de la bière et les symboles des brasseries du consortium. La fenestration rectangulaire en bronze est encadrée de larges pilastres, et un bandeau dégage les deux étages du rez-de-chaussée. Les portes, au fond d'embrasures profondes, allient le bronze et les panneaux d'aluminium avec goût.

REPERES



Nom: Complexe O'Keefe.
Adresse: 1 — Entrepôt William Dow, 696, rue William; 2 — La Brasserie Dawes Black Horse, 740, rue Saint-Maurice; 3 — Garage et ateliers, 1050, rue William; 4 — Brasserie de la rue Colborne, 333, rue Peel; 5 — Brasserie en pierre de la rue Montfort; 6 — Siège social, 990, rue Notre-Dame ouest; 7 — Planétarium Dow.
Métro: Station Bonaventure, direction Peel, vers le sud, rue Peel.

Nom: Brasserie Ekers.
Adresse: 2115, boulevard Saint-Laurent.



Métro: Station Saint-Laurent, direction nord.

La moitié du monde

Femmes collaboratrices ou esclaves des temps modernes?



HUGUETTE ROBERGE

On les connaît peu, parce qu'elles vivent dans l'ombre, mais elles sont nombreuses. Plus d'un demi-million au Canada, dont environ 150 000 au Québec. Qui travaillent — un peu, beaucoup, ou trop — dans l'affaire de leur homme rebaptisée par euphémisme « l'entreprise familiale ».

Ça peut être un dépanneur, une pharmacie, un nettoyeur, un garage, un bureau de comptable ou de dentiste, ou une ferme maraîchère ou laitière, peu importe. Il s'agit essentiellement d'un *business* où l'homme est propriétaire-grand-patron, et sa femme, une collaboratrice d'autant plus précieuse qu'elle n'est pas payée pour sa semaine de travail, quarante heures en moyenne.

« Invisible » au plan statistique, l'apport de ces femmes représente pourtant environ 3 p. cent du produit national net au Canada, soit la rondelette somme de \$9 milliards annuellement. « C'est pas des peanuts », diraient mes confrères économistes, Dubuc et Picher.

Le cas particulier des femmes collaboratrices sans statut de travail est encore peu connu. Mais, depuis 1980, elles ont une voix, grâce à leur regroupement au sein de l'Association des femmes collaboratrices (514) 462-3730.

Au cours des six dernières années, cet organisme s'est attaché à réclamer pour ses membres un statut, de conjoint-salarié ou de conjoint partenaire, comportant des droits et avantages sociaux et professionnels, ce qui exigera différentes modifications à certaines lois et mesures fiscales appliquées actuellement.

En mai dernier, un groupe de travail ministériel provincial rendait son rapport sur la déclaration de statut de la femme collaboratrice. Ce rapport reprenait en général les attentes des femmes collaboratrices. La ministre déléguée à la condition féminine, Monique Gagnon-Tremblay, annonçait alors que les recommandations seraient étudiées par les ministères concernés, et qu'un suivi y serait donné dès l'automne 1986.

... et les feuilles sont tombées. Et ce fut novembre 1986. La ministre indique simplement que le statut de conjoint-salarié ne pose pas de problème, mais qu'il faudra attendre

au printemps pour préciser l'option d'un statut de conjoint-partenaire pour les femmes collaboratrices.

Du 5 au 12 avril, l'association lance, à l'échelle du Québec, une vaste campagne de sensibilisation du public au travail accompli chaque jour dans l'ombre ou l'arrière-boutique par les femmes collaboratrices. Sous le thème général « Femme collaboratrice partenaire au succès de l'entreprise » et avec le slogan « Un tan-

dem efficace et rentable », la campagne vise à promouvoir une image positive des femmes collaboratrices.

Avec ses 600 membres, l'Association estime qu'il est grand temps que le gouvernement québécois passe enfin à l'action et reconnaisse concrètement la valeur du travail de ces femmes qui n'ont encore que l'amour pour salaire et se retrouvent trop souvent, après 20 ou 30 ans de fidèle collaboration, le cœur et les mains vides.



Dorothy conduit le camion de vidanges, auquel elle a d'ailleurs donné son nom, mais c'est son homme, David, le vrai patron de l'entreprise « familiale ». Mais gare à Dorothy si David décide de la fluster un jour!

BLOC NOTES



Marie-Claire Seguin et Mme Monique Gagnon-Tremblay



MAISON MARGUERITE: 10 ANS

La Maison Marguerite célèbre cette année son 10^e anniversaire. Fondée par les Soeurs Grises de Montréal, cet établissement héberge en dépannage les femmes seules et sans abri. Pour souligner cet anniversaire, une soirée-bénéfice aura lieu le mardi 7 avril, à 20 h, dans la toute nouvelle salle du Club Le Faubourg, située au 1616 rue Sainte-Catherine ouest, à Montréal. Prix du billet: \$50.

Plusieurs artistes participeront au spectacle (Daniele Oderra, Roberto Medile, Marie-Claire Seguin, Eva Baraïan...), sans compter l'invité d'honneur, Jean Lapointe. La

ministre déléguée à la condition féminine, Mme Monique Gagnon-Tremblay, présidera cette soirée spéciale. Pour réserver: 932-8872.

LES FEMMES AU POUVOIR?

Les femmes au pouvoir? La Suède y parvient, et nous? Tel est le sujet de la conférence que donnera la journaliste Huguette O'Neil, dans le cadre des cocktails-rencontres des mercredis-réseau de F.R.A.P.-P.E. Le mercredi 15 avril, de 18h à 20h, à la Laurentienne Générale, compagnie d'assurance, 1100 boulevard Dorchester, 25^e étage. Entrée: \$15 pour les membres, \$17 pour les autres. Confirmez votre présence (842-5067).

LES MAISONS DE L'ANCRE

Organisme à but non lucratif, Les Maisons de l'Ancre sont l'unique foyer d'hébergement de long terme pour femmes en difficulté. Après cinq ans d'existence, cette œuvre, qui doit uniquement sa survie au soutien de la population, répond à des besoins toujours plus pressants. Sa campagne de financement annuelle se déroule du 1^{er} au 15 avril. Les dons sont reçus avec joie à: Les Maisons de l'Ancre Inc., 2558 rue Charland, Montréal Qc H1Z 1C5 (382-8446 ou 651). Reçus pour impôt.

NAISSANCE-RENAISSANCE

Viola Frymann affirme que les bébés handicapés ne peuvent évoluer normalement à cause de l'attitude négative des adultes qui les entourent. Les Américains n'hésitent pas à surnommer cette femme médecin « la Mère Thérèse scientifique ». Lors de son récent passage à Montréal, Monique de Gramont l'interviewait en exclusivité pour la revue L'Une à l'autre.

On retrouve cet excellent texte dans le numéro de printemps de cette revue, organe d'information de l'organisme Naissance-Renaissance. Dans le même numéro, un dossier

sur la formation des sages-femmes. On peut s'abonner à cette revue toujours fort intéressante, particulièrement pour les femmes préoccupées des questions de maternité, de santé, et d'enfants. Inf: 525-5895.

FEMME ET SPORT

La section québécoise de l'Association canadienne pour l'avancement de la femme et du sport tient une réunion pour toutes les personnes intéressées à la promotion de la situation de la femme dans le sport, l'activité physique et le loisir. Le lundi, 6 avril, à 19 h, au Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal, 2100 boul. Édouard-Montpetit, salle 7205. Pour information, Suzanne Laberge au 343-7934, ou Marie-Claude Gaudet au 651-7634.

A LIRE

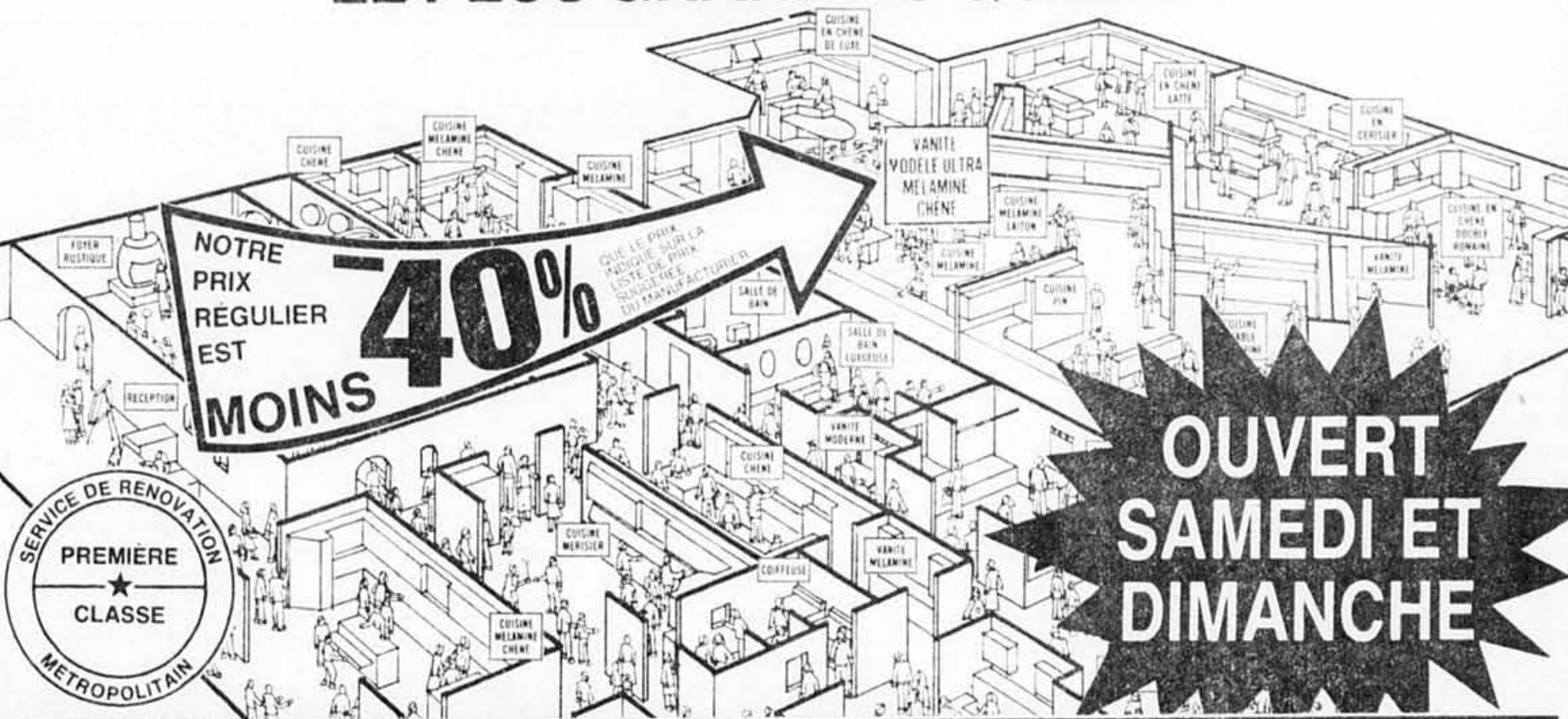
Les femmes en arriveront-elles à marquer toute la culture de leur empreinte? L'émergence d'une culture au féminin, c'est le titre d'un ouvrage collectif paru récemment aux Éditions Saint-Martin (\$16,95). Dirigé par Marisa Zavalloni, il réunit des femmes prestigieuses: Louky Bersianik, Nicole Brossard, Michèle Causse, Marie-Josée Chombart de Lauwe, Françoise Collin, Mary Daly, Danielle Lafontaine, Michèle Jean, Andrée Michel, Giuseppina Moneta, Lisa A. Serbin.

La face voilée des femmes d'Égypte: un livre bouleversant signé Wedad Zenie-Ziegler et publié récemment chez Mercure de France. L'auteur, Égyptienne vivant en Suisse depuis vingt ans, revient dans son pays y enquêter sur la condition féminine. Les femmes qu'elle interroge témoignent de la discrimination qui les frappe, tabous sexuels, excision, mariages forcés, polygamie, influence grandissante de l'intégrisme musulman. À lire, pour comprendre ces contemporaines... et apprécier la vie chez nous!

VISITEZ NOTRE

SALON DE LA CUISINE 87

LE PLUS GRAND AU QUÉBEC



OUVERT SAMEDI ET DIMANCHE

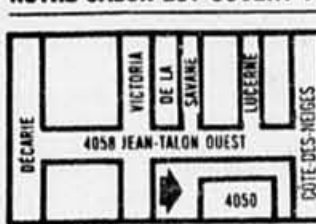
FINANCEMENT DISPONIBLE POUR RÉNOVER AU TAUX D'INTÉRÊT LE PLUS BAS DEPUIS 14 ANS

LES BANQUES À CHARTRE ONT DE L'ARGENT DISPONIBLE À PRÊTER POUR RÉNOVER AU TAUX LE PLUS BAS DEPUIS 14 ANS

AUSSI EN MONTRE

★ **BAR**
★ **SALLE DE BAIN**
★ **SOUS-SOL**
★ **PORTE-PATIO**
★ **DIAPORAMA**

NOTRE SALON EST OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE



4058
RUE JEAN-TALBOT OUEST

SUR LE CÔTÉ OUEST DE L'ÉDIFICE ARROW CANADA

VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

Nous sommes ouverts le dimanche pour vous permettre de visiter notre salon seulement. Mais nous n'acceptons pas de commande le dimanche.

AUSSI DISPONIBLE

★ **EXPERT EN AMÉNAGEMENT DE CUISINE**
★ **PLANIFICATEUR-CONCEPTEUR**
★ **ESTIMATEUR**
★ **CONSEILLER FINANCIER**

HEURES D'OUVERTURE
Sam. 9 a.m. à 4 p.m.
Dim. 11 a.m. à 5 p.m.
Lun., mar., merc. 9 a.m. à 7 p.m.
Jeu., ven. 9 a.m. à 8 p.m.

ESTIMATION DISPONIBLE

★ **AGRANDISSEMENT DE CUISINE**
★ **BAIN TOURBILLON**
★ **RAJOUT D'UNE PIÈCE**
★ **TRANSFORMATION D'UNE PIÈCE**
★ **GARAGE 1 OU 2 PLACES**
★ **20 ANS D'EXCELLENCE EN GROS TRAVAUX DE RÉNOVATION**

PEINTURE ET NETTOYAGE

Nous offrons que la première qualité de peinture. Chaque surface de bois est d'abord sablée puis recouverte de 2 couches de peinture. C'est garanti pour une année. Pour rafraîchir la maison, nos experts lèvent et sablent les planchers, nettoient les vitres, murs, meubles et tapis. Prolongez-les!

ÉCONOMISEZ DU TEMPS ET DES EFFORTS AVEC SERVICE DE RÉNOVATION

Metropolitain

DEPUIS 1958

Pour une estimation gratuite à domicile:

482-0600

Pas de service téléphonique le dimanche

Simpson

SERVICE DE DÉCLARATIONS
IMPÔT

Le Temps de l'impôt, Limitée
Service indépendant de Simpson, Limitée

VOUS OBTIENDREZ LE REMBOURSEMENT MAXIMAL AUQUEL VOUS AVEZ DROIT.

POUR OBTENIR PLUS DE RENSEIGNEMENTS OU POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS, COMPOSEZ 284-4112.



SPÉCIAL DU PRINTEMPS

En vigueur jusqu'au 15 mai 1987

Bombe \$21.95
Bottes caoutchouc \$21.00
Pantalon \$59.95
«Equestrian» \$5.95
Cravache \$108.95

Prix régulier \$108.95
SPÉCIAL D'ENSEMBLE \$8750



LA BOUTIQUE DE HARNAIS

PÉPIN Ltée

5785, boul. Metropolitain Est

Tél.: (514) 325-4612

Montréal, Qué. H1P 1X3

DÉPÊCHES

PÉROU
Début de rébellion
■ Deux bases de l'armée de l'air péruvienne étaient pratiquement en état de rébellion contre le président Alan Garcia hier, à la suite de la destitution du commandant en chef de cette armée, le général Luis Abram Cavallerino. Les militaires de Las Plamas étaient retranchés sur cette base et une situation identique prévalait à la base de La Joya. Le général Pablo Varela a refusé par solidarité de remplacer le général Cavallerino.

GRÈCE
L'Etat reprend les domaines royaux
■ Après la saisie des propriétés foncières de l'Eglise orthodoxe, le premier ministre grec Andreas Papandreu a annoncé hier la nationalisation prochaine des terres de l'ancien souverain Constantin. Selon le chef du gouvernement grec, toutes les propriétés de l'ancienne famille royale, exceptée une petite pièce attenante aux tombes, appartiennent à l'Etat.

GRANDE-BRETAGNE
31 personnes arrêtées
■ La police a arrêté 31 personnes hier à Londres lors d'une manifestation pour protester contre une nouvelle législation qui oblige désormais les organisateurs de rassemblements de plus de 20 personnes à demander une autorisation à la police six jours à l'avance. La manifestation d'hier a réuni 600 personnes.

FIDJI
Début du scrutin
■ Le vote pour le renouvellement de la chambre des députés a débuté hier aux îles Fidji, dans le cadre d'un système électoral complexe et multiracial au terme duquel les Fidjiens devront se rendre à quatre reprises aux urnes sur une période d'une semaine. Les habitants des 320 îles doivent choisir 52 députés.

ITALIE
Craxi réélu au PS
■ Bettino Craxi a été réélu hier chef du Parti socialiste italien, avec plus de 93 p. cent des voix, après que le président italien Francesco Cossiga eut refusé sa démission de la présidence du conseil.

HAÏTI
Nouveau parti politique
■ Auguste Robinson, 55 ans, directeur d'école et ancien préfet de Cap-Haïtien, a annoncé sa candidature à la présidence haïtienne comme représentant d'une nouvelle formation politique, le Parti réformiste haïtien (PRH). Ce nouveau parti aura son siège au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays à 260 km de Port-au-Prince.

EGYPTE
Communistes arrêtés
■ Les forces de sécurité égyptiennes ont arrêté hier un groupe de 10 personnes présentées comme des éléments communistes qui comptaient susciter des troubles à l'occasion des élections législatives de demain. Les communistes sont interdits d'activité politique mais se présentent sous la bannière du Parti progressiste unioniste (UPP, gauche).

TCHAD
Habrè-Kadhafi
■ Le président tchadien Hissène Habrè a déclaré hier, à N'Djaména, lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de l'Etat zairois, Mobutu Sese Seko, qu'il était prêt à entamer des pourparlers de paix avec le colonel Kadhafi « à n'importe quel moment ». Il a ajouté que sa victoire sur les Libyens n'était pas encore totale, car « ils contrôlent toujours une large partie du Tchad ».

AFRIQUE DU SUD
Expulsions au Transkei
■ Les autorités du Transkei ont arrêté au moins 30 anciens soldats rhodésiens blancs employés comme conseillers par les forces armées de ce bantoustane, a rapporté hier la radio sud-africaine. Le Transkei et le Ciskei voisin, qui entretiennent des relations tendues, sont deux des 10 bantoustans créés par Pretoria pour les Noirs de langue xhosa.

Ariane: Moscou expulse six Français

AFP, Reuter, UPI
MOSCOU

L'URSS a annoncé hier soir l'expulsion de six Français, dont quatre diplomates, 48 heures après la décision française d'expulser trois Soviétiques impliqués dans l'affaire Ariane, et elle a averti la France que toute escalade dans les représailles entraînerait une riposte « adéquate ».

A Paris, le ministère des Affaires étrangères n'a fait aucun commentaire hier.

Un premier groupe de trois Français en poste à Moscou (un diplomate, un attaché militaire adjoint et un homme d'affaires) a été prié de quitter l'URSS dans les huit jours.

Un second groupe de trois autres Français (deux diplomates et un expert commercial) devra quitter le pays dans des délais non précisés. « Aussitôt après le départ » de ce second groupe, trois Soviétiques, simplement identifiés sous les noms de « Kissilov, Kouznetsov et Glouzkov », quitteront Paris, a déclaré la télévision soviétique dans son principal journal du soir. Aucun de ces noms ne correspond à celui de l'attaché de l'air adjoint de l'ambassade d'URSS à Paris, le commandant Valeri Konorev, dont le Quai d'Orsay avait annoncé l'expulsion jeudi avec celle de deux autres Soviétiques dont les identités n'ont pas été publiées.

Ces mesures ont été annoncées immédiatement après la convocation de l'ambassadeur de France, M. Yves Pagniez, au ministère des Affaires étrangères à Moscou. L'ambassadeur n'avait pas regagné l'ambassade lorsque le journal télévisé a commencé. Les intéressés ont donc vraisemblablement appris leur expulsion de la bouche du présentateur soviétique.

L'agence TASS a diffusé un communiqué officiel de deux pages plus tard dans la soirée, faisant porter à la France « la responsabilité des conséquences négatives inevitables » des accusations d'espionnage formulées à Paris contre des ressortissants soviétiques, à la suite de la découverte d'un réseau d'espionnage autour de la fusée Ariane.

L'hôpital de Chatila doit fermer

AFP, Reuter
BEYROUTH

L'hôpital du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, à Beyrouth, a cessé de fonctionner en raison du manque de carburant, au 130^e jour du siège imposé par le mouvement chiite Amal, a indiqué hier un responsable palestinien du camp.

Les interventions chirurgicales sont désormais impossibles en raison de l'arrêt du générateur et les responsables ont requisitionné les dernières bougies du camp afin de poursuivre le traitement prodigué à 33 malades et blessés graves.

La pénurie de carburant empêche aussi l'alimentation de l'hôpital en eau potable pompée des puits artésiens, et bien qu'elle soit polluée, celle qui s'écoule des canalisations crevées est utilisée en cas de nécessité, ajoute-t-on.

Les contacts avec l'extérieur sont également limités au minimum. Le téléphone n'est utilisé qu'en cas d'extrême urgence.

Les 4 000 habitants du camp ont lancé hier un nouveau « cri de détresse » aux souverains et chefs d'Etat du monde, à tous les hommes de religion et de science pour les exhorter à « les sauver de la mort avant qu'il ne soit trop tard ».

L'opération infructueuse de ravitaillement du camp, vendredi, au cours de laquelle un camion de vivres et de médicaments a été détruit par des tirs d'obus, s'est soldée par la mort de trois personnes, dont deux enfants de moins de quatre ans, affirment les réfugiés. 21 autres personnes ont été blessées.

D'autre part, des responsables du Front de Salut national palestinien (FSNP) à Beyrouth ont rencontré hier le chef des observateurs militaires syriens dans la capitale libanaise pour trouver une solution au ravitaillement de Chatila. Une nouvelle tentative doit être faite aujourd'hui.

A Tunis, le conseil ministériel de la Ligue arabe (20 Etats plus l'OLP) a ouvert hier sa 87^e session ordinaire qui doit notamment se pencher sur la « guerre des camps » au Liban.

Par ailleurs, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies n'ont pu se mettre d'accord sur la tenue d'une réunion au sujet des camps libanais. Aucune date n'a été fixée pour ce débat.

L'ambassadeur de France, a indiqué Tass, s'est vu remettre par le ministère des Affaires étrangères « une vigoureuse protestation » prise contre « un certain nombre de représentants soviétiques en France ».

Ceux-ci « ont été accusés, sans aucun fondement ni raison, d'activités incompatibles avec leurs fonctions et statuts et on leur a demandé de quitter la France », écrit Tass. L'URSS a considéré cette décision comme « une initiative ouvertement inamicale, de nature politique ». L'un des objectifs de cette initiative était, selon Tass « de faire obstacle à l'in-

térêt croissant des Français » pour la politique de l'URSS, « engagée sur la voie d'une rénovation radicale de sa société ».

Les six Français concernés sont M. Yves Delaunay, premier secrétaire à l'ambassade, le capitaine Pierre Lapernat, attaché militaire adjoint, et M. Patrick Chebroux, représentant de l'Office français d'exportation de matériel aéronautique pour le premier groupe, et M. Pierre de Bruchard, conseiller à l'ambassade, Mme Anita Davidenkoff, attachée culturelle à l'ambassade, et M. Serge Berlot, expert de la chambre de commerce franco-soviétique, pour le second groupe. Plusieurs d'entre-

eux n'étaient arrivés que récemment à Moscou.

Avant d'annoncer les expulsions, la télévision soviétique a longuement évoqué hier soir le « cauchemar » qu'a fait subir la police française à l'une des sept inculpées de l'affaire Ariane, la Soviétique Lioudmila Variguina, mariée à l'ingénieur français Pierre Verdier. La jeune femme étant « trop traumatisée » pour parler à la télévision, on a fait venir son frère Valeri, « ouvrier à Moscou », qui a montré des photos de famille et exprimé par monosyllabes sa « déception » à l'égard de la France.



PHOTO REUTER

Des fleurs pour Ali Bhutto

Benazir Bhutto, chef du Parti populaire du Pakistan, a déposé hier des pétales de roses sur la tombe de son père, l'ex-premier ministre Ali Bhutto, exécuté il y a huit ans. Plus de 100 000 personnes ont participé à cette commémoration, qui s'est déroulée à Larkana et au cours de laquelle Benazir s'est engagée à poursuivre la lutte pour le retour de la démocratie dans son pays.

Soares attendu impatiemment

AFP, UPI, Reuter
LISBONNE

Les Portugais attendent impatiemment le retour au pays du président Mario Soares à la suite de la chute du gouvernement de centre-droite du premier ministre Anibal Cavaco Silva. Il incombera à M. Soares de dénouer la crise. Il doit revenir lundi matin d'un voyage officiel de 12 jours au Brésil.

Le Parti social-démocrate de Cavaco Silva, au pouvoir depuis 17 mois à Lisbonne, a réclamé hier la tenue d'élections anticipées (le terme normal arrive à échéance en octobre 1989). Le Parti renouveau démocratique, à l'origine de la motion de censure qui, avec l'appui des communistes, a renversé le gouvernement, exige pour sa part la formation d'un nouveau gouvernement sous

la houlette du Parti socialiste, principal parti d'opposition.

Mario Soares, interviewé sur les ondes d'une radio brésilienne, a indiqué que la chute du gouvernement portugais ne provoquait pas une crise constitutionnelle pour le pays. « Le gouvernement va continuer d'exister en vertu de la constitution et tout va rester normal dans un climat de totale tranquillité nationale », a déclaré M. Soares.

Tout semble indiquer que le président ne devrait annoncer sa décision sur l'avenir du gouvernement qu'après des consultations approfondies avec les formations politiques représentées au parlement et une possible convocation du Conseil de l'Etat, organe consultatif de M. Soares.

Quatre options néanmoins se dessinent déjà clairement: la convocation d'élections générales

anticipées, la nomination d'un gouvernement socialiste tout court, celle d'un gouvernement de coalition entre le socialiste et le Parti renouveau démocratique (PRD) ou le retour du gouvernement du premier ministre Anibal Cavaco Silva.

Un sondage publié hier dans l'hebdomadaire *Expresso* montre que 56 p. cent de l'électorat portugais préfère la tenue d'élections anticipées. Les sondages ont d'autre part montré que Cavaco Silva et son gouvernement minoritaire (88 sièges sur les 250 du parlement) ont augmenté leur popularité à environ 45 p. cent des électeurs, ce qui apparaît suffisant pour lui assurer une majorité parlementaire éventuelle.

Le sondage d'*Expresso* indique par ailleurs qu'une coalition des socialistes et du PRD n'obtiendrait que 36 p. cent des voix.

Washington dément avoir encore vendu des armes à l'Iran

La guerre est au ralenti: les Iraniens font du ski

Reuter, UPI, AFP
WASHINGTON

La Maison Blanche a démenti hier une information diffusée par la chaîne de télévision américaine NBC selon laquelle les Etats-Unis continuaient à livrer des armes ou du matériel militaire à l'Iran.

Pendant ce temps, l'Iran en guerre vit au ralenti depuis deux semaines en raison des fêtes civiles et religieuses qui marquent depuis le 21 mars le Nouvel an iranien. Une large partie de la population urbaine a quitté les villes pour se rendre en campagne et dans les stations de ski.

Un responsable de l'administration américaine a néanmoins déclaré que des produits américains avaient été vendus à Téhé-

ran par l'intermédiaire de voies commerciales.

« A ma connaissance, il n'y a pas eu de ventes illégales d'articles figurant sur la liste des munitions interdites », a indiqué un porte-parole de la Maison Blanche.

Le département de la Défense a également démenti que du matériel militaire ait été livré à l'Iran depuis une interdiction décrétée par l'administration à la fin de l'année dernière.

Selon NBC, des responsables américains et des membres de services de renseignements étrangers ont indiqué que les Etats-Unis avaient encore livré du matériel militaire à l'Iran le mois dernier.

Un responsable de l'administration, qui a requis l'anonymat, a déclaré à l'agence Reuter, sans

donner de précisions, que des produits américains ayant obtenu des licences d'exportation du département du Commerce avaient été vendus par des voies commerciales. Ce département établit une liste des produits pouvant être exportés sans nuire à la sécurité nationale.

Le président Ronald Reagan avait interdit toute livraison d'armes à Téhéran, après que le scandale de l'*Irangate* eut éclaté en novembre.

Selon NBC, le Pentagone coordonnait des livraisons de systèmes de guidage de tir d'armes antiaériennes. Certaines livraisons faites au titre de « pièces détachées » auraient transité par Ostende, en Belgique, à bord d'un avion de la compagnie Santa Lucia qui serait contrôlée par la CIA.

Moubarak reproche aux Arabes leurs divisions

Reuter, AFP
KOWEIT

Les deux superpuissances étudient actuellement des propositions en vue d'une conférence internationale de la paix sur le Proche-Orient, mais il sera difficile pour les Arabes d'y prendre part aussi longtemps qu'ils resteront divisés.

C'est ce qu'a déclaré le président égyptien, Hosni Moubarak, dans une interview publiée hier par le quotidien koweïtien *Al Aam*.

Par ailleurs, selon l'édition internationale d'un autre quotidien koweïtien, *Al Qabas*, un diplomate soviétique a indiqué que l'URSS propose de tenir à l'automne prochain une réunion préparatoire à la conférence internationale.

« Les divergences qui persistent entre pays arabes et les divisions entre Palestiniens seront la perte de la cause palestinienne et entraîneront une dégradation de la situation », a souligné M. Moubarak dans son interview. Il a ajouté qu'une conférence internationale sur la paix doit conduire à des pourparlers israélo-palestiniens directs.

D'autre part, le roi Hussein de Jordanie est arrivé hier à Rabat (Tunisie) pour une visite de 24 heures qui doit être dominée par des entretiens avec le roi Hassan II sur son initiative en faveur d'une conférence internationale concernant le Proche-Orient.

Hassan désire que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) représente le peuple palestinien à une éventuelle conférence. Il se déclare aussi en faveur d'une réunion préparatoire rassemblant les parties concernées et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, insistant particulièrement sur la participation de l'URSS.

Le USA espionnent l'URSS à partir de la Chine

Reuter, APF, UPI
NEW YORK

Les Etats-Unis surveillent les essais nucléaires soviétiques au moyen d'équipements installés en Chine, rapportait hier le *New York Times*.

Des équipements sismologiques, confiés à des Chinois, ont été installés dans les pays aux termes d'un programme sino-américain pour l'étude des tremblements de terre, indiquait le quotidien new-yorkais en citant des documents du département d'Etat et des responsables de l'administration Reagan.

L'un des dispositifs en place se trouve dans la région autonome de Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, près de la zone d'expérimentation nucléaire soviétique.

Par ailleurs, le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, a réitéré, hier, la position de son pays en faveur de la convocation d'une conférence internationale par toutes les puissances nucléaires après que les Etats-Unis et l'Union soviétique auront mis fin aux essais, à la production et au déploiement d'armes nucléaires, et qu'ils auront réduit leur arsenal atomique.

M. Zhao, qui est également chef du PC chinois, a fait cette déclaration à l'occasion d'un entretien avec le premier ministre suédois, Ingvar Carlsson, arrivé vendredi à Pékin pour une visite officielle d'une semaine. La conférence internationale devrait être ouverte aux pays non nucléaires, a-t-il ajouté.

La popularité des évangélistes américains est en chute libre

Agence France-Presse
WASHINGTON

Les téléévangélistes américains ne font plus recette, et les Américains ne les croient plus, révèle un sondage publié dans la dernière édition du magazine US news and World Report.

Le sondage a été effectué par la chaîne de télévision CNN et par le magazine. Il révèle ainsi que 75 pour cent des 1 000 personnes interrogées n'ont pas cru qu'Oral Roberts, téléévangéliste de renom, serait appelé à Dieu si ses ouailles ne lui donnaient pas \$8 millions, comme il en laissait planer la menace. Douze pour cent d'entre eux ont tout de même cru qu'il mourrait vraiment.

Le sondage révèle d'une manière plus générale une désaffection vis-à-vis des téléévangélistes, hormis le plus célèbre d'entre eux, Billy Graham, qui recueille 51 p. cent d'avis favorables, contre 37 p. cent d'avis défavorables. En revanche, 14 p. cent seulement des personnes interrogées (contre 76 p. cent) ont de l'estime pour Oral Roberts. En ce qui concerne Jim Bakker, récemment éliminé par une affaire de chantage sexuel, ce chiffre descend à 6 p. cent contre 73 p. cent.

«Baby M»: les Américains sont satisfaits du jugement

Agence France-Presse
WASHINGTON

Une grande majorité d'Américains approuvent le jugement rendu la semaine dernière à Hackensack (New Jersey), dans l'affaire de «Baby M», une fillette d'un an que se disputent sa mère porteuse et ses parents adoptifs, selon un sondage publié dans la dernière édition du magazine US News and World Report.

Selon le sondage, 75 pour cent des 1 014 personnes interrogées approuvent la décision du juge d'accorder la garde de l'enfant à ses parents adoptifs, les époux Stern, plutôt qu'à Mary Beth Whitehead, la jeune femme qui avait accepté d'être la mère porteuse de «Baby M» contre une somme de \$10 000.

Les sympathies vont également du côté des Stern (55 p. cent contre 20 p. cent), et en dépit des problèmes juridiques et moraux que le cas de «Baby M» a soulevés, 53 p. cent (contre 34 p. cent) des Américains estiment que l'établissement de contrats de ce genre ne devrait pas être interdit.

26 morts dans l'explosion d'un DC-9 à Sumatra

Agence France-Presse
DIJAKARTA

Vingt-six personnes ont été tuées hier après-midi dans l'accident d'un DC-9 de la compagnie indonésienne Garuda qui a explosé lors de l'atterrissage à l'aéroport de Medan (nord de Sumatra), a indiqué un porte-parole de l'agence nationale indonésienne de sauvetage et de recherche (SAR).

Dix-neuf survivants ont été sérieusement blessés et le bilan pourrait donc encore s'alourdir, a-t-il ajouté.

Le DC-9 qui transportait 36 passagers et neuf membres d'équipage a heurté une ligne à haute tension alors qu'il s'apprêtait à atterrir sur la piste de l'aéroport de Polonia de Medan, indique l'agence de presse indonésienne Antara. L'appareil s'est écrasé à la fin de la piste d'atterrissage avant d'exploser, a précisé un porte-parole de la Garuda à Medan.

Les enquêteurs poursuivent toutefois leurs recherches et aucune information n'a encore été fournie de source officielle sur les causes de l'accident.

VITRAUX
DANS LE «VIEUX»
Vente du printemps
du 4 au 19 avril

Verre moins **40%**
Soudure 60/40 5,95
5050 5,25

Formes de
lampe moins **40%**

STUDIO DU VERRE
515, Bonsecours Metro Champ-de-Mars
Vieux Montréal Commandes par téléphone:
Ouvert le dimanche **842-3968**

Les communautés

L'engagement de Christiane Syms par la Ville de Montréal dénoncée



LILY TASSO

La Ville de Montréal vient d'emprunter au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration pour une période de six mois les services d'un de ses agents de projet et de liaison. Il s'agit de Christiane Syms qui devient ainsi conseillère en l'administration municipale en matière de politique à l'intention des communautés culturelles. Elle entrera en fonction le 21 avril.

C'est un premier pas destiné à intégrer les communautés culturelles à tous les secteurs de la vie municipale, ainsi que le prometait le 20 mars dernier Mme Kathleen Verdon, membre du Comité exécutif de la Ville de Montréal, lors du déjeuner du CRARR (Centre de recherche-action sur les relations raciales).

«La Ville voulait commencer par restructurer son service administratif. En cherchant d'abord à connaître les organismes, les rouages administratifs et les intervenants dans les diverses administrations gouvernementales. Cela, afin de gagner du temps et d'évaluer la situation avant d'établir un programme d'accès à l'égalité, une priorité pour l'administration municipale», explique la nouvelle conseillère.

Actuellement responsable du programme d'aide aux médias ethniques et du dossier des femmes au ministère où elle travaille depuis 1979, Mme Syms a



PHOTO PIERRE CÔTE, LA PRESSE

Mme Christiane Syms: «Je suis très fière de voir que l'administration municipale prend la responsabilité d'accroître le visage cosmopolite de Montréal».

déjà commencé à recueillir des données et des statistiques, en vue de fournir aux décideurs tous les éléments dont ils auront besoin.

Elle leur apporte en outre une expérience précieuse: enseignement durant trois ans dans un COFI (Centre d'orientation et de formation pour les immigrants); contacts nombreux avec des groupes ethniques d'expression française et anglaise originaires de plusieurs pays d'Europe, d'Asie et des Antilles. Plus récemment, elle s'est occupée de revendica-

teurs du statut de réfugiés: Tamouls, Bengalis, Iraniens, Salvadoriens et Dominicains. Son expérience diversifiée touche également le programme d'aide aux centres communautaires.

«Mme Syms est remarquable; nous avons hésité à la laisser partir. Je comprends la Ville de Montréal de vouloir compter sur ses services», confie à La Presse le sous-ministre Régis Vigneau.

REACTION DES COMMUNAUTÉS

Loi d'approuver cette nomination, pourtant temporaire, le CRARR (Centre de recherche-action sur les relations raciales) la dénonce à cause, dit-il, de la méthode de recrutement et de sélection qu'il qualifie de «privilegiée».

Il fonde son objection sur deux principes de base qu'il expose dans un communiqué. Un poste faisant partie de la fonction publique municipale, devrait être annoncé publiquement par un concours afin de pouvoir recruter la personne la plus compétente et, en même temps, fournir aux membres des minorités une chance égale pour postuler cet emploi; d'autre part, la personne occupant ce poste devrait elle-même, idéalement, être issue d'une minorité ethnoculturelle. Pour sa part, la présidente du CRARR, Mme Corinne Jetté, déplore «qu'on garde les minorités en dehors pour qu'elles donnent à perpétuité des conseils gratuits, alors que l'on se crée des emplois à l'intérieur du centre du pouvoir pour profiter d'elles».

PRIX DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Pour la première fois depuis sa création en 1984, la remise du Prix des Communautés culturelles aura lieu à Québec cette année. La cérémonie présidée par Mme Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, se déroulera dans la Salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement, le jeudi 9 avril à 15 h.

LIONS D'OR

Le samedi 11 avril, à 19 h, au Château Champlain, l'Ordre des Fils d'Italie au Canada remettra des Lions d'Or au Mérite à des personnalités québécoises. Les récipiendaires sont: Naomi Bronstein, fondatrice de *Heal the Children*, Charles Dutoit, directeur artistique de l'OSM, Roger D. Landry, président et éditeur de *La Presse*, Tommy D'Errico, directeur du Congresso Italo-Canadese, le sénateur Pietro Rizzuto, et le Dr Jean-Edouard Morin, chef du service de chirurgie cardio-vasculaire de l'hôpital Royal Victoria.



Roger D. Landry

SEMAINE DU CINÉMA ITALIEN

Organisée par la FILEF (Fédération italienne des travailleurs immigrés et familles) et le Centre communautaire Christophe-Colomb, la Semaine du cinéma italien *Cinesessanta II* aura lieu au 6865 av. Christophe-Colomb aux dates suivantes (les noms des présentateurs sont données entre parenthèses): mardi 7 avril à 20 h, *La Stratégie de l'Araignée* de Bertolucci (Maria Predelli); mercredi 8 à 20 h, *L'Avventura* de Antonioni (Marco Micone); jeudi 9 à 20 h *Le Décaméron* de Pasolini (Antonio d'Alfonso); vendredi 10 à 20 h, *Le Général de la Rovere de Rossellini* (Paul Tana); samedi 11 à 19 h, *Boccaccio (Les tentations du Dr Antonio)* de Fellini et *Bandits à Milan* de Lizzani (Pierre Curzi); dimanche 12 à 14 h 30, *Blow Up* de Antonioni (Anna Gural); à 19 h 30, *La Bataille de Naples* de Nanni Loy (Luciano Benvenuto).

EN BREF

Aujourd'hui, à 13 h 30, à l'Union Française, belote, ouvert à tous, nombreux prix pour les gagnants... Mardi 7 avril, à 20 h, à la Maison de la Culture La Petite Patrie (6707 av. de Lorimer, angle St-Zotique), inauguration de l'exposition *Splendeurs de l'Afrique* qui se prolongera jusqu'au 26 avril.

TOUS NOS STORES VERTICAUX SONT DE 1^{RE} QUALITÉ ET NOUS LES FABRIQUONS PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

STORES HORIZONTAUX CHOIX DE CES 5 MODELES PVC MINI MICRO BOIS VÉRITABLE ALUMINIUM ET ACIER 49 COULEURS DANS TOUTES LES GRANDEURS EN INVENTAIRE AUX PLUS BAS PRIX À MONTRÉAL

LES PLUS BAS PRIX À MONTRÉAL

OUI, PAPA!

PAPA VOUS GARANTIT DE BATTRE N'IMPORTE QUEL PRIX AU QUÉBEC

OUI, PAPA!

PERSONNE NE VEND MEILLEURE QUALITÉ QU'AU BON MARCHÉ

VENEZ AU BON MARCHÉ, PAPA, STEPHEN ET RICHARD SÉRIENT CONTENTS DE VOUS VOIR!

STEPHEN PAPA RICHARD

2^{ème} ÉTAGE

COUVRE-LITS PIQUÉS
LES PLUS BAS PRIX
JUMEAU DOUBLE REINE
\$39 \$49 \$59

ÉDREDONS
En poly-coton, réversible GRAND FORMAT. Le plus bas prix à Montréal
JUMEAU DOUBLE REINE
\$39 \$49 \$59

GRANDE VENTE D'ÉDREDONS EN DUVET VÉRITABLE
LES PLUS BAS PRIX À MONTRÉAL
JUMEAU 89.95 REINE 129.95
DOUBLE 119.95 ROI 159.95

ENSEMBLES DE DOUILLETTE
LIT SIMPLE \$55 LIT DOUBLE \$65
LIT REINE \$70 LIT ROI \$99
RIDEAUX BONNE FEMME, 120" x 63" \$24
RIDEAUX «BALLON» \$19 COUSSINS \$9.99

ENSEMBLE DE DRAPS EN FLANELLETTE
Jumeaux \$26.99 Double \$32.99
Reine \$39.99

Serviettes Wabasco
BAIN \$7.99 MAINS \$4.99
DÉBARBOUILLETTE \$1.99

PANNEAUX EN DENTELLE
STYLE FRANÇAIS
• 50" x 95" • 100% polyester
lavable à la machine
\$19.99 le panneau

ENSEMBLE DE DRAPS
50% polyester, 50% coton
SIMPLE \$15 REINE \$25
DOUBLE \$20 ROI \$42

STORES HORIZONTAUX EN BOIS
aux plus bas prix à Montréal
Chêne, ocajou et bois naturel
Toutes les grandeurs en stock
18" x 45" 29.99 18" x 64" 39.99
27" x 45" 39.99 27" x 64" 49.99
36" x 45" 49.99 36" x 64" 59.99
48" x 45" 59.99 48" x 64" 79.99
60" x 45" 69.99 60" x 64" 89.99
72" x 45" 79.99 72" x 64" 99.99

TOUTES LES AUTRES GRANDEURS EN STOCK
AUX PLUS BAS PRIX EN VILLE
18" x 45" 27" x 45" 36" x 45" 48" x 45" 60" x 45" 72" x 45" 84" x 45" 96" x 45" 108" x 45" 120" x 45" 144" x 45" 168" x 45" 192" x 45" 216" x 45" 240" x 45" 264" x 45" 288" x 45" 312" x 45" 336" x 45" 360" x 45" 384" x 45" 408" x 45" 432" x 45" 456" x 45" 480" x 45" 504" x 45" 528" x 45" 552" x 45" 576" x 45" 600" x 45" 624" x 45" 648" x 45" 672" x 45" 696" x 45" 720" x 45" 744" x 45" 768" x 45" 792" x 45" 816" x 45" 840" x 45" 864" x 45" 888" x 45" 912" x 45" 936" x 45" 960" x 45" 984" x 45" 1008" x 45" 1032" x 45" 1056" x 45" 1080" x 45" 1104" x 45" 1128" x 45" 1152" x 45" 1176" x 45" 1200" x 45" 1224" x 45" 1248" x 45" 1272" x 45" 1296" x 45" 1320" x 45" 1344" x 45" 1368" x 45" 1392" x 45" 1416" x 45" 1440" x 45" 1464" x 45" 1488" x 45" 1512" x 45" 1536" x 45" 1560" x 45" 1584" x 45" 1608" x 45" 1632" x 45" 1656" x 45" 1680" x 45" 1704" x 45" 1728" x 45" 1752" x 45" 1776" x 45" 1800" x 45" 1824" x 45" 1848" x 45" 1872" x 45" 1896" x 45" 1920" x 45" 1944" x 45" 1968" x 45" 1992" x 45" 2016" x 45" 2040" x 45" 2064" x 45" 2088" x 45" 2112" x 45" 2136" x 45" 2160" x 45" 2184" x 45" 2208" x 45" 2232" x 45" 2256" x 45" 2280" x 45" 2304" x 45" 2328" x 45" 2352" x 45" 2376" x 45" 2400" x 45" 2424" x 45" 2448" x 45" 2472" x 45" 2496" x 45" 2520" x 45" 2544" x 45" 2568" x 45" 2592" x 45" 2616" x 45" 2640" x 45" 2664" x 45" 2688" x 45" 2712" x 45" 2736" x 45" 2760" x 45" 2784" x 45" 2808" x 45" 2832" x 45" 2856" x 45" 2880" x 45" 2904" x 45" 2928" x 45" 2952" x 45" 2976" x 45" 3000" x 45" 3024" x 45" 3048" x 45" 3072" x 45" 3096" x 45" 3120" x 45" 3144" x 45" 3168" x 45" 3192" x 45" 3216" x 45" 3240" x 45" 3264" x 45" 3288" x 45" 3312" x 45" 3336" x 45" 3360" x 45" 3384" x 45" 3408" x 45" 3432" x 45" 3456" x 45" 3480" x 45" 3504" x 45" 3528" x 45" 3552" x 45" 3576" x 45" 3600" x 45" 3624" x 45" 3648" x 45" 3672" x 45" 3696" x 45" 3720" x 45" 3744" x 45" 3768" x 45" 3792" x 45" 3816" x 45" 3840" x 45" 3864" x 45" 3888" x 45" 3912" x 45" 3936" x 45" 3960" x 45" 3984" x 45" 4008" x 45" 4032" x 45" 4056" x 45" 4080" x 45" 4104" x 45" 4128" x 45" 4152" x 45" 4176" x 45" 4200" x 45" 4224" x 45" 4248" x 45" 4272" x 45" 4296" x 45" 4320" x 45" 4344" x 45" 4368" x 45" 4392" x 45" 4416" x 45" 4440" x 45" 4464" x 45" 4488" x 45" 4512" x 45" 4536" x 45" 4560" x 45" 4584" x 45" 4608" x 45" 4632" x 45" 4656" x 45" 4680" x 45" 4704" x 45" 4728" x 45" 4752" x 45" 4776" x 45" 4800" x 45" 4824" x 45" 4848" x 45" 4872" x 45" 4896" x 45" 4920" x 45" 4944" x 45" 4968" x 45" 4992" x 45" 5016" x 45" 5040" x 45" 5064" x 45" 5088" x 45" 5112" x 45" 5136" x 45" 5160" x 45" 5184" x 45" 5208" x 45" 5232" x 45" 5256" x 45" 5280" x 45" 5304" x 45" 5328" x 45" 5352" x 45" 5376" x 45" 5400" x 45" 5424" x 45" 5448" x 45" 5472" x 45" 5496" x 45" 5520" x 45" 5544" x 45" 5568" x 45" 5592" x 45" 5616" x 45" 5640" x 45" 5664" x 45" 5688" x 45" 5712" x 45" 5736" x 45" 5760" x 45" 5784" x 45" 5808" x 45" 5832" x 45" 5856" x 45" 5880" x 45" 5904" x 45" 5928" x 45" 5952" x 45" 5976" x 45" 6000" x 45" 6024" x 45" 6048" x 45" 6072" x 45" 6096" x 45" 6120" x 45" 6144" x 45" 6168" x 45" 6192" x 45" 6216" x 45" 6240" x 45" 6264" x 45" 6288" x 45" 6312" x 45" 6336" x 45" 6360" x 45" 6384" x 45" 6408" x 45" 6432" x 45" 6456" x 45" 6480" x 45" 6504" x 45" 6528" x 45" 6552" x 45" 6576" x 45" 6600" x 45" 6624" x 45" 6648" x 45" 6672" x 45" 6696" x 45" 6720" x 45" 6744" x 45" 6768" x 45" 6792" x 45" 6816" x 45" 6840" x 45" 6864" x 45" 6888" x 45" 6912" x 45" 6936" x 45" 6960" x 45" 6984" x 45" 7008" x 45" 7032" x 45" 7056" x 45" 7080" x 45" 7104" x 45" 7128" x 45" 7152" x 45" 7176" x 45" 7200" x 45" 7224" x 45" 7248" x 45" 7272" x 45" 7296" x 45" 7320" x 45" 7344" x 45" 7368" x 45" 7392" x 45" 7416" x 45" 7440" x 45" 7464" x 45" 7488" x 45" 7512" x 45" 7536" x 45" 7560" x 45" 7584" x 45" 7608" x 45" 7632" x 45" 7656" x 45" 7680" x 45" 7704" x 45" 7728" x 45" 7752" x 45" 7776" x 45" 7800" x 45" 7824" x 45" 7848" x 45" 7872" x 45" 7896" x 45" 7920" x 45" 7944" x 45" 7968" x 45" 7992" x 45" 8016" x 45" 8040" x 45" 8064" x 45" 8088" x 45" 8112" x 45" 8136" x 45" 8160" x 45" 8184" x 45" 8208" x 45" 8232" x 45" 8256" x 45" 8280" x 45" 8304" x 45" 8328" x 45" 8352" x 45" 8376" x 45" 8400" x 45" 8424" x 45" 8448" x 45" 8472" x 45" 8496" x 45" 8520" x 45" 8544" x 45" 8568" x 45" 8592" x 45" 8616" x 45" 8640" x 45" 8664" x 45" 8688" x 45" 8712" x 45" 8736" x 45" 8760" x 45" 8784" x 45" 8808" x 45" 8832" x 45" 8856" x 45" 8880" x 45" 8904" x 45" 8928" x 45" 8952" x 45" 8976" x 45" 9000" x 45" 9024" x 45" 9048" x 45" 9072" x 45" 9096" x 45" 9120" x 45" 9144" x 45" 9168" x 45" 9192" x 45" 9216" x 45" 9240" x 45" 9264" x 45" 9288" x 45" 9312" x 45" 9336" x 45" 9360" x 45" 9384" x 45" 9408" x 45" 9432" x 45" 9456" x 45" 9480" x 45" 9504" x 45" 9528" x 45" 9552" x 45" 9576" x 45" 9600" x 45" 9624" x 45" 9648" x 45" 9672" x 45" 9696" x 45" 9720" x 45" 9744" x 45" 9768" x 45" 9792" x 45" 9816" x 45" 9840" x 45" 9864" x 45" 9888" x 45" 9912" x 45" 9936" x 45" 9960" x 45" 9984" x 45" 10000" x 45"

Un «défilé de mode» souligne l'évolution du rôle de la femme

BRIGITTE GAUVREAU

■ « Si le travail m'était compté... autrement ». Et sur les belles affiches, tout juste sous le thème du Rassemblement 87 des femmes de la CSN, une grande page blanche est dessinée, avec, au centre, en petites lettres carrées, une invitation: « Allez, raconte! »

Quelque 450 femmes ont donc raconté, laissant courir leur imagination, hier, à ce rassemblement qui se tenait au Palais des Congrès de Montréal. Les ateliers: « Être mère et en emploi, faut-il choisir ou subir? On n'a

pu de cœur! On commence à compter: Nos emplois... vers l'an 2000: Aimer notre travail, est-ce possible?; etc.

En dressant un bilan, à la fin de la journée, Danielle Hébert, responsable de la condition féminine à la CSN, faisait un constat bien simple: « Les luttes que nous auront à mener, dans les années à venir, sont des luttes économiques: combattre la discrimination salariale, travailler à l'accès des femmes dans tous les secteurs, repenser l'organisation et la finalité du travail »

Voilà donc le boulot qui attend les syndiquées de la CSN dans les années à venir. Mais en atten-

dant, hier, elles ont voulu finir la journée sur une note rigolote et amusante. Mais le fait de rire n'empêche pas de réfléchir...

C'est un « défilé de mode » arrangé avec « la fille des vues » qui a clôturé le Rassemblement 87 des femmes de la CSN: sur scène, 40 ans de mode, d'évolution, de femmes au travail.

1920: la mode est aux ménagères mariées, à la bonne sœur, aux filles de *factories*, à la domestique. 1930: c'est la crise économique et la naissance de la femme chômeuse. 1940: l'heure est aux « filles de guerre », filles à soldat, infirmières de la Croix-Rouge, mairaines de guerre.

1950: c'est le début de la femme au travail, coiffeuse, serveuse, etc., payée à 50 p. cent du salaire des hommes. 1960: c'est l'arrivée de la *superwoman*, de la mère de famille à la mode, de la bonne sœur défrôquée, des institutrices devenues professeur, de la travailleuse sociale-crée-pour-venir-en-aide-aux-maris-alcooliques-des-épouses-qui-travaillent! 1970: c'est la décennie de la femme, l'arrivée en grande pompe de la militante, la fin du pincement de fesse et du sifflement sur la rue.

Et 1980? C'est l'apparition du REER (prononcez rire!) dans la vie des femmes, a conclu la « commentatrice de mode »!



1920: la mode est à la ménagère mariée, à la bonne sœur, à la domestique!

1940: l'heure est aux « filles de guerre », infirmières de la Croix-Rouge et mairaines de guerre



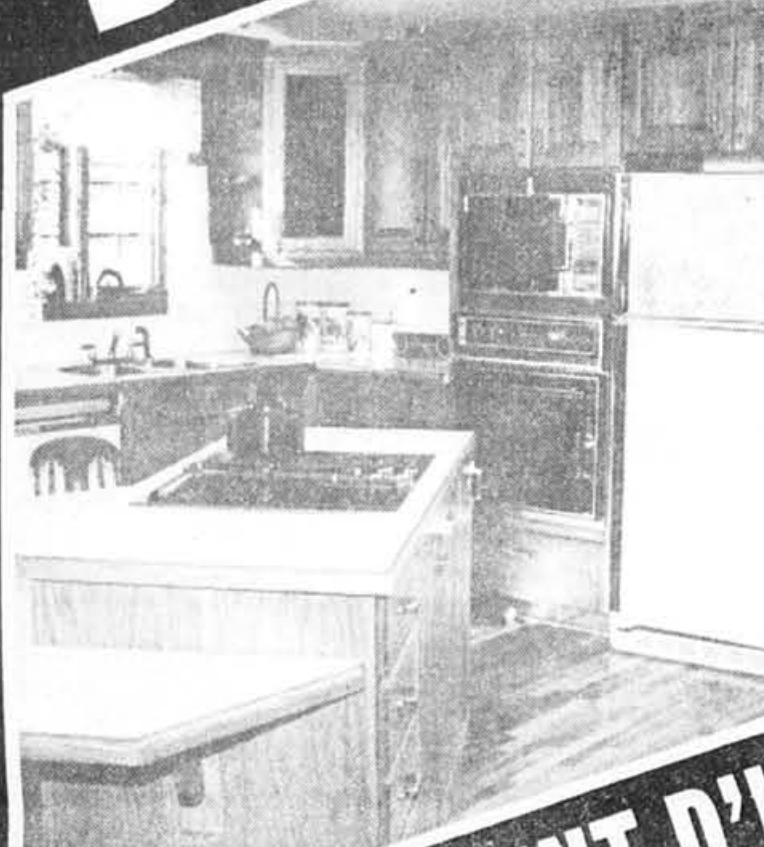
PHOTOS LUC SIMON PERRAULT, La Presse



**CUISINE
LASALLE**

DESIGN

**SERVICE DE
CONCEPTION ET DESSINS**




DIRECTEMENT D'UN MANUFACTURIER

**CUISINE
LASALLE**

Estimation gratuite

295, boul. Lafleur, LaSalle 364-2399

5635, ch. Côte-St-Luc 481-0145

HEURES D'OUVERTURE:

Lundi, Mardi, Mercredi: de 9 h à 18 h

Jeudi, Vendredi: de 9 h à 21 h

Samedi: de 9 h à 17 h

Dimanche: de 11 h à 17 h

FUTON SOFA LITS

NOUVEAU

BASE L



FUTONS À PARTIR DE 69\$

BASES À PARTIR DE 70\$

ENTREPÔT DE FUTON

937 du Collège

St-Henri (Montréal)

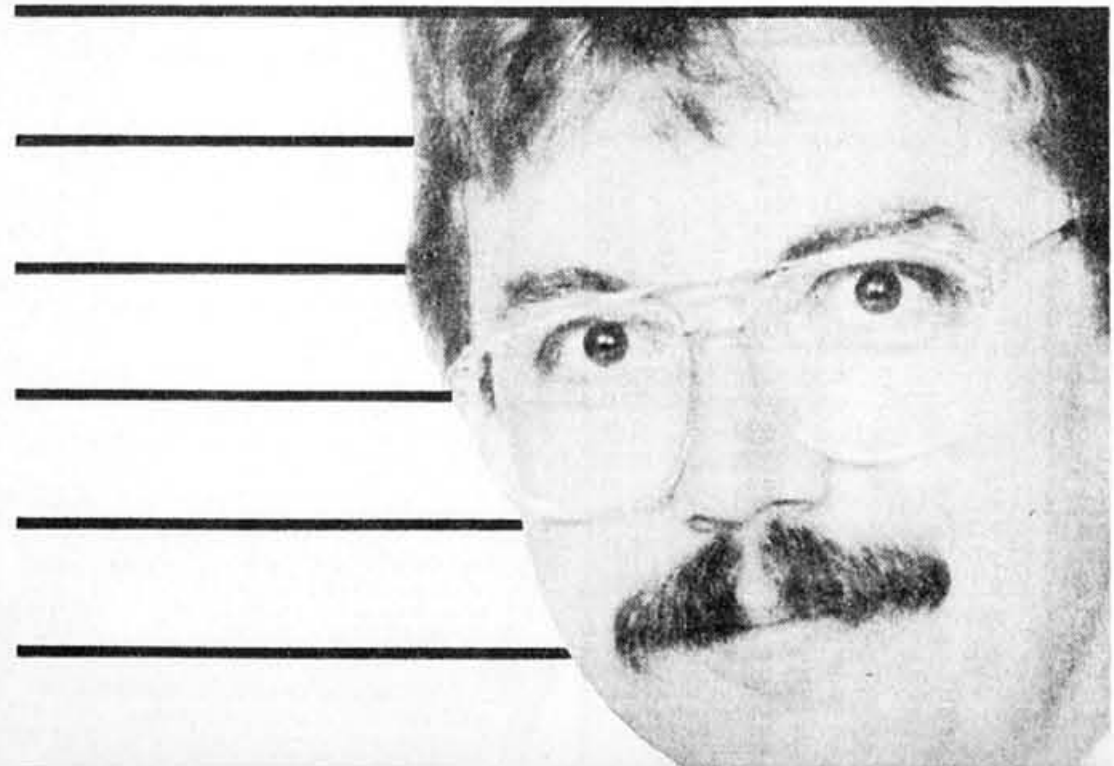
(514) 935-5967

PLACE ST-HENRI

LE LOFA SOFA

LE PREMIER JOUR

le dimanche de 9h00 à 11h00 avec
MICHEL VIENS



Invité de la semaine
M. Raymond Malenfant
propriétaire du Manoir Richelieu

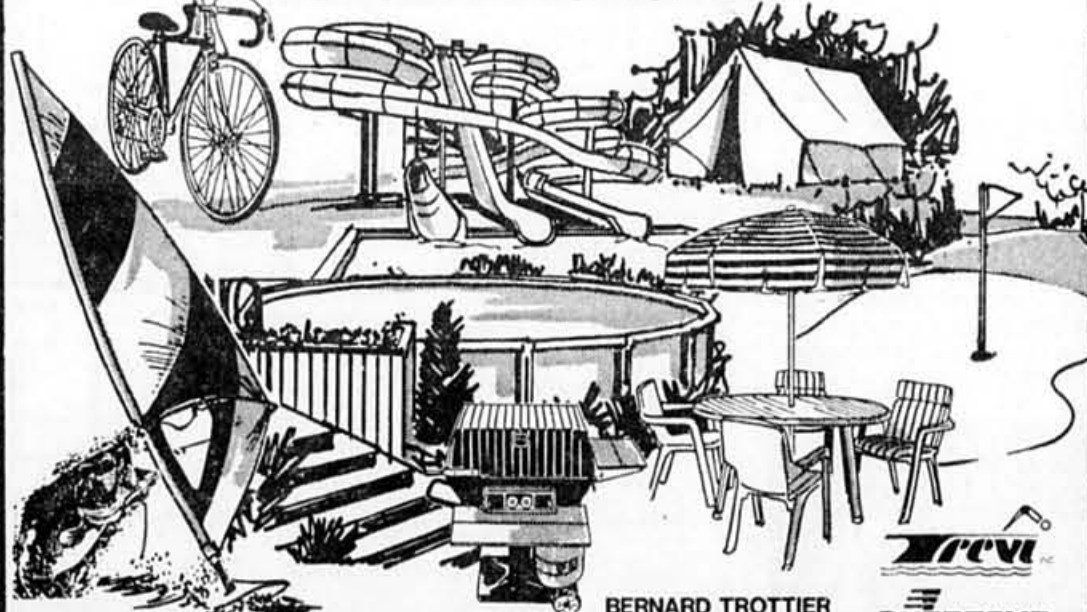
CKAC 73

LE PLUS BEL ÉTÉ DE VOTRE VIE
GRÂCE À

La Presse ET **CKAC 73**
PLUS DE

50 000\$

DE PRIX À GAGNER!



Du 30 mars au 1^{er} mai 1987, les animateurs de CKAC/73 seront cachés à Montréal. Retournez le coupon de participation et écoutez CKAC/73 pour obtenir les indices. Qui sait? Vous serez peut-être l'une des 4 personnes que les animateurs de CKAC appelleront

chaque jour pour leur demander s'ils connaissent l'emplacement de la cachette. Si vous avez la bonne réponse, vous gagnerez l'un des nombreux prix: piscine hors-terre, ensemble de jardin, BBQ au gaz propane, bicyclette, planche à voile...

Le coupon de participation sera publié jusqu'au 26 avril prochain. Le texte des règlements officiels est disponible à CKAC/73 et à La Presse.

Retournez à:
Le plus bel été de votre vie
C.P. 7373
Succ. A
MONTRÉAL
H3C 4A5

Nom _____
Adresse _____ App. _____
Ville _____ Code postal _____ Âge _____
Tél. résidence _____ travail _____
Je suis abonné(e) à La Presse ☐ J'achète La Presse en kiosque ☐